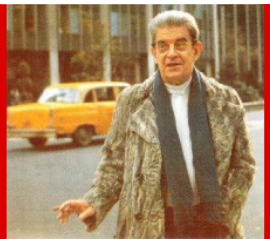
Le maître de demain, c'est dès aujourd'hui qu'il commande — Jacques Lacan

Lacan Quotidien



n° **749** – Mardi 21 novembre **2017** – 19 h 20 **[GMT + 1]** – **lacanquotidien.fr**

Désirs résistants

EN AVANT

La République et la révolte des désirs, par Yves Vanderveken

La psychanalyse comme résistance, par Gustavo Dessal

Le jeu de l'oie qui n'en finit pas, par Luc Garcia

LECTURES

Passeurs de livre, par Marie-Hélène Blancard

LACAN COTIDIANO N° 27

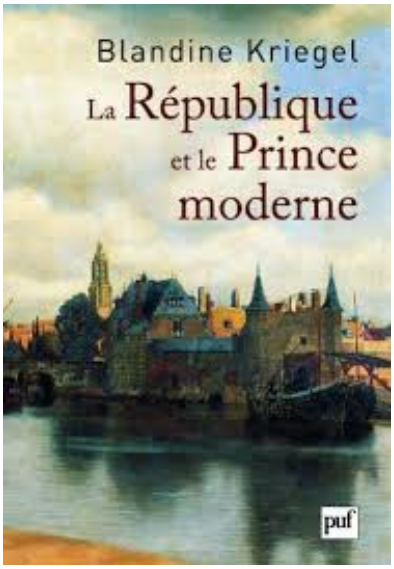
Francesc Roca, José Ramón Ubieto, Francesc Vilà, Miquel Bassols, Gustavo A. Zapata, Carolina Aiassa

La République et la révolte des désirs

par Yves Vanderveken

En 2011 déjà, Jacques-Alain Miller faisait valoir que la politique importe aux psychanalystes, non pas tant qu'ils sont *citoyens*, mais en tant qu'ils sont *psychanalystes* (1). Freud a formalisé comme telle la politique, par le biais de son étude de l'institution. Il a abordé le fait collectif au travers sa *Psychologie des foules*, qu'il couple, ne l'oublions pas, à *L'analyse du moi*. Il y a donc en psychanalyse une continuité qui court de l'individuel au collectif, qui articule, en termes lacaniens, le sujet à l'Autre. À partir de ce qui lui apparaissait *dans* la cure analytique même, Freud a dégagé que le ressort de la politique, c'est l'identification. Dans le cours d'une psychanalyse se révèle, ou plutôt finit par s'isoler, que le sujet est « déterminé par un certain nombre de choses, qui sont *in fine* des choses dites. Ces éléments sont déterminants en tant qu'ils capturent un sujet, qu'ils le mènent et qu'ils décident même de son mode de jouir » (2). Ce sont ces éléments que Freud appelle des identifications. Lacan les épingle, lui, du terme *signifiants-maîtres*.

Dans cette veine, Lacan ose un pas supplémentaire, faisant un parallèle spécifique entre l'inconscient et la politique. Ces signifiants-maîtres, il faut les extraire, les isoler, dans une cure analytique, parce qu'ils sont en quelque sorte enfouis ; en politique, ceux qui y fonctionnent comme tels sont au contraire « exhibés, à découvert – l'identification y est mise à nu ». C'est comme tel que Lacan a formalisé le discours du maître, dont le discours analytique se démontre l'envers – on saisit ainsi pourquoi. Les remaniements que subit le discours du maître au niveau collectif retentissent dès lors immédiatement au niveau individuel, au niveau même, disait J.-A. Miller, de la cure analytique. C'est pourquoi les psychanalystes ont à être au fait, *de la façon la plus proche*, des événements et mutations du discours du maître – ceux-ci étant par ailleurs déterminants quant aux conditions de sa pratique.



Cette même année 2011, Blandine Kriegel, théoricienne et historienne du droit politique, publiait le fruit de ses recherches dans son remarquable ouvrage *La République et le Prince moderne* (3). Véritable archéologie de la figure politique qu'est la République, elle y fait découvrir que son émergence, dans sa forme moderne et le type de pouvoir qui lui est consubstantiel, n'est pas, comme nous le pensons trop souvent, fille de la Révolution française, ni même en filiation directe avec la cité antique ou les républiques des cités de la Renaissance, mais qu'elle procède d'un moment de rupture, d'un événement qui fait moment de crise, et fonde une nouvelle figure du pouvoir et de l'Autre politique : l'État de droit. Je n'ai pas le temps pour la circonstance de redéployer les linéaments au demeurant passionnants de sa genèse. J'épinglerai pour l'occasion le fait que la République, en tant qu'État de droit, nait d'une révolte contre un projet impérial : l'insurrection des Pays-Bas dans ladite « Guerre des Flandres » contre l'empire espagnol de Philippe II au XVI^{e} siècle, qui donnera naissance aux Provinces-Unies. Guillaume d'Orange en incarne « l'objet-cause du désir républicain », « condensateur de (ses) concepts et de (sa) jouissance » (4). Trouvant leur source dans l'humanisme érasmien, la Réforme, le culte de la liberté de conscience, l'émergence d'une forme d'égalité et d'individualisme, les principes qui en émergent finiront par s'incarner dans le droit au suffrage universel et la dimension du pouvoir représentatif, l'ensemble prenant appui sur les droits de l'Homme.

En émerge ce que Blandine Kriegel nomme le *légicentrisme*, où la loi et le droit deviennent centraux. Un texte de Jean Bodin (5), intellectuel français soutenant la révolte, fonde le droit du peuple à démettre son Prince lorsque celui-ci devient tyran, outrepassant le droit que lui-même impose ou ne respectant pas ses engagements. Il dessine du coup une nouvelle figure de l'homme de pouvoir : celui qui accepte d'être lui-même soumis à la loi, au *pour tout x* qu'il impose au peuple. S'arrachant à la figure du Prince machiavélien, il se désacralise, devenant lui aussi sujet de l'universalisme unificateur de la loi, n'étant plus tant l'incarnation de celui-ci que le dépositaire d'une violence « légitime » le temps de son mandat.

J.-A. Miller commente que le livre de Blandine Kriegel décrit avec précision la capture de la fonction du maître par la loi. S'y accomplissent l'unification et la pacification du corps politique par le droit. On peut y suivre comment émerge la fonction, j'ajoute, d'un *nouvel* Un : le Un pacifique, le Un universel où tout sujet est sujet de la loi. S'y trouve effacé *l'au-moins-un* qui ne le serait pas, l'exception, la figure du Prince machiavélien qui, lui, jouit d'une domination sans limites et déborde le droit, ainsi que toute articulation juridique et tout savoir.

Blandine Kriegel et Isabelle Durant, alors Vice-présidente du Parlement européen, invitées à débattre à Bruxelles (6) ont toutes deux défendu l'idée que, pour autant que soient respectées les conditions de ce type de pouvoir, il se rencontrerait là une garantie d'une communauté humaine où la guerre n'avait et n'aurait plus place.

La question de la jouissance

Psychanalyse et droit ont un point commun : la question de la jouissance. C'est également le cas des religions. « Le fondement du signifiant-maître [de la loi] réside dans une distribution aliénée des jouissances ». Sans doute le droit tente-t-il d'en fixer une distribution sans reste – ce qui a pu donner l'illusion à l'Europe, à ses instances et aux politiques actuelles qu'elles pouvaient diriger par une bureaucratie des normes. La psychanalyse soutient, par l'enseignement de ses cures, que cet horizon est impossible (7). C'est par là que la psychanalyse doit opérer sur l'idéal politique.

Qu'il n'y ait pas de réduction à zéro des jouissances par l'Autre du droit et l'ordre symbolique, c'est la thèse et l'orientation pour la psychanalyse que donne Lacan dès son Séminaire VI, *Le désir et son interprétation*. Que tout ce qui vise au Un de l'unification et de la pacification par la loi se heurte toujours à une résistance : celle d'une « révolte des désirs » contre « la routine sociale » (8). Il persiste une butée sur un inconciliable, un reste inéliminable et permanent, un *plus-de-jouir* increvable. Ce reste fonde tout autant la vie même de l'être parlant que l'objection à toute idée de *fin de l'Histoire* ou de sortie de l'aliénation.

Du droit à l'insurrection

Le symptôme est le signe de cette révolte du désir. Dans ce qu'il a de plus réel, il ne se réduit pas par la loi. Ce n'est pas seulement que l'on a toujours raison de se révolter (9), c'est que, de structure, *ça* se révolte contre toute volonté d'unification. Le symptôme est ainsi une insurrection qui signe le retour de la vérité dans la faille du savoir. Il signe là un droit à l'insurrection de chaque époque contre la volonté du Un de celle-ci.

C'est pour cela qu'en plus de la forme juridique de la République, doit s'y nouer la démocratie. Les deux, vous l'aurez noté, ne se confondent pas, et chacune, seule, n'est garante de rien : la République garantissant l'État de droit, mais s'infiltrant de l'aristocratie des législateurs et de l'abus de pouvoir des corps bureaucratiques ; la démocratie garantissant la voix et le gouvernement du peuple, mais le peuple pouvant tout aussi bien se choisir un tyran et se laisser aller à des jouissances inacceptables (10). C'est un nœud – dans tous les sens du terme – qui doit garder son articulation toujours bringuebalante et sa souplesse pour enserrer un impossible.

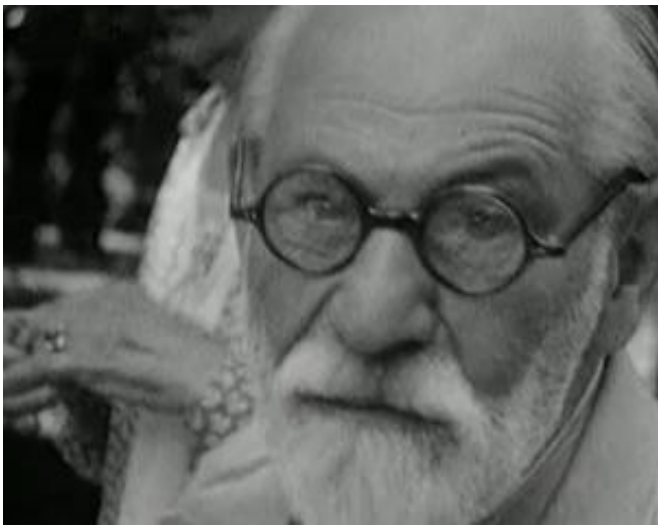
L'orientation de l'analyste

Ni conservateur ni progressiste, l'analyste est au mieux analyste. Riche du réalisme qu'il a acquis de sa propre cure, quant au rapport de la jouissance à l'idéal. En ce sens, il n'est pas sans éprouver une tendresse pour les révoltés. Mais, il sait aussi, par la démonstration de Lacan, que le désir de révolution peut être riche d'un appel à une nouvelle identification, à un nouveau maître – quand il est soutenu par l'illusion d'un idéal de maîtrise de ce reste inéliminable. L'analyste sait que le symptôme ne se régule pas par la maîtrise : il s'interprète et demande un maniement qui se fonde d'une stratégie, d'une tactique et d'une politique (11). Le désir de démocratie s'origine là pour le psychanalyste : la démocratie semble actuellement être la seule forme politique, pour paraphraser Éric Laurent, qui peut, dans le cadre de l'État de droit, « supporter ces contradictions », « vouloir le débat et la mise en mots des rapports de force » qui se jouent dans l'Histoire « pour le dépasser dans une élaboration de plus haut niveau » (12). C'est aussi la seule forme politique qui rend dès lors possible une pratique analytique vraie (13), en tant qu'elle est de fait « politique ».

L'analyste, par son désir, n'est pas neutre (14). S'il n'a pas de valeur morale en soi, il est orienté d'une éthique qui dissocie et isole la prise de l'idéal sur la jouissance. Il sait dès lors défendre et soutenir les formes politiques qui font une place à cette éthique et se trouve en opposition, de fait, à celles qui l'empêchent. En tant qu'analyste, pas idéaliste pour un sou, au service d'aucun pouvoir, il connaît aussi la nature plus spécifiquement mortifère de certaines jouissances, leur caractère radicalement inconciliable avec certaines valeurs de vie. Il devrait dès lors savoir s'ériger et combattre ce que Lacan qualifiait d'« ennemis du genre humain » (15), dans son registre historique tout autant que dans ses formes nouvelles. Le politique a, pour ce, grand besoin de l'interprétation du psychanalyste.

Intervention au Forum européen de Turin de l'EFP, « Désirs décidés pour la démocratie en Europe », *18 novembre 2017. D'autres interventions à ce Forum seront publiées dans le numéro de* Mental *à paraître en 2018.*

1 : Lors de son introduction à une rencontre, organisée par l'ECF, avec Bernard-Henri Lévy autour de son livre *La Guerre sans l'aimer* (Grasset, 2011), avec *La Règle du jeu* au Cinéma Saint-Germain-des-Prés, 21 novembre 2011. (Notes de l'auteur)
2 : *Ibid.*
3 : Kriegel B., *La République et le Prince moderne,* PUF, Paris, 2011.
4 : Miller J.-A., « Blandine Kriegel et l'archéologie de la République », *Lacan Quotidien,* n° 100.
5 : Cf. « *Vindiciae contra Tyrannos* » (les vindictes ou les vengeances contre les tyrans), de Jean Bodin, cité, étudié et analysé in Kriegel B., *La République et le Prince Moderne, op. cit.*
6 : Cf. « La figure moderne du pouvoir », rencontre avec B. Kriegel autour de son livre *La République et le Prince moderne* et I. Durand, Vice-présidente du Parlement Européen, organisée par l'Association de la Cause freudienne en Belgique et le Kring voor Psychoanalyse, 31 janvier 2012, Bruxelles.
7 : Cf. Laurent É., « Le Prince caché », *Lacan Quotidien,* n° 100.
8 : Miller J.-A., « L'Autre sans l'Autre », *Mental,* n°30.
9 : Cf. Mao, cité par J.-A. Miller, « Enfants violents », in *Après l'enfance*, Roy D. & Dupont L. (s/dir), Navarin, 2017.
10 : Prost P., « Le moment républicain », *Lacan Quotidien,* n°107.
11 : Cf. Lacan J., « La direction de la cure et les principes de son pouvoir, *Écrits*, Seuil, Paris, 1966, p. 585-646.
12 : Laurent É., « Nouvelles incarnations du désir de démocratie en Europe », *Lacan Quotidien,* n° 747, 27 octobre 2017.
13 : Cf. Lacan J., « La psychanalyse vraie, et la fausse », *Autres écrits*, Seuil, Paris, 2001, p. 165-174.
14 : Cf. Miller J.-A., « Le point de capiton », Cours de psychanalyse du 24 juin 2017, à écouter sur lacan-tv.fr.
15 : Lacan J., « Propos sur la causalité psychique », *Écrits, op. cit.*, p. 151.



La psychanalyse comme résistance

par Gustavo Dessal

Sous couvert de la démocratie représentative et au nom du néolibéralisme, une tendance à ce que les spécialistes en sciences politiques nomment « autoritarisme » se manifeste actuellement en Argentine sur divers fronts en même temps.

La tentative récente de relaxer les génocidaires de la dernière dictature militaire a été repoussée par l'action décidée du peuple, qui a exprimé sa désapprobation en une manifestation face à laquelle le gouvernement n'a pu que reculer. Cela ne veut pas dire que l'actuel gouvernement se soit rendu ; son repli est tactique. Il revient aux citoyens de rester vigilants face à la promotion de telles actions, en tant qu'elles visent la démocratie, dont l'acquis appelle à être défendu.

Maintenant c'est au tour de la Santé Mentale. Un projet de reforme de la loi sanitaire propose d'exclure complètement toutes les méthodes qui ne sont pas de stricte obédience « scientifique », à savoir exclusivement « basées sur la preuve scientifique ». Suivant ce projet de décret réglementaire, seul le modèle des protocoles de la médicine biologiste serait admis comme valable en matière de santé mentale. Toutes les pratiques ne s'inscrivant pas dans cette perspective seraient considérées sans valeur et donc retirées du système public. Bien sûr, la psychanalyse serait visée.

Depuis plus d'un demi siècle, des psychanalystes de toutes les orientations travaillent (la plupart gratuitement) dans les dispositifs publics argentins. Il n'est pas excessif d'affirmer que la psychanalyse constitue le ciment principal de la santé mentale en Argentine, avec toutes les ramifications que cela suppose, jusque dans les institutions d'éducation nationale. Il n'y a pas de pays dans lequel la présence de la psychanalyse dans le système de santé soit égale en chiffres, mais celle-ci n'est pas seulement quantitative. La psychanalyse a donné forme et vie à une approche thérapeutique qui influence toutes les branches de la médecine ; la chirurgie, la pédiatrie, l'oncologie – pour ne citer que quelques unes des multiples spécialités de la médecine – ont été transformées par la psychanalyse, prenant en considération le rapport particulier médecin-patient et les effets subjectifs que toute maladie

implique. La psychanalyse est non seulement un discours opérant sur le plan de la santé mentale publique, mais elle a aussi contribué de façon décisive à un style de pratique médicale sans comparaison dans le monde. C'est aussi cette conquête, cette présence exceptionnelle de la psychanalyse en Argentine, qui est fortement menacée par ce projet de réforme.

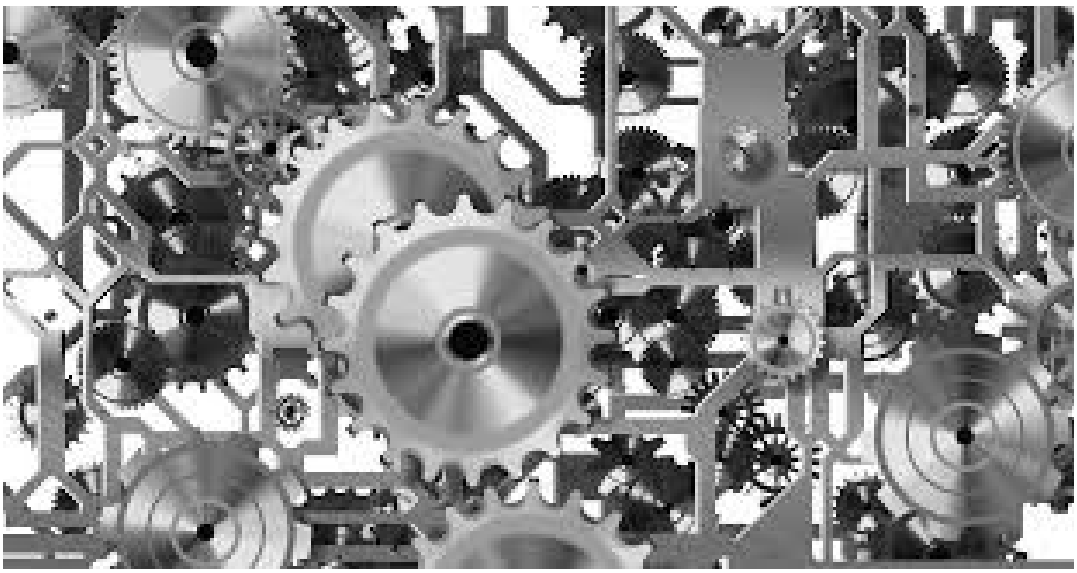
L'État de droit : garantie pour la psychanalyse ?

Dernièrement, on a beaucoup entendu et lu que la pratique de la psychanalyse ne peut avoir lieu que dans un État de droit. C'est une vérité relative, car pendant les années terribles de la dictature militaire en Argentine, la psychanalyse n'a pas été proscrite ; aucun psychanalyste n'a été persécuté pour sa condition de psychanalyste, mais pour son appartenance – réelle ou supposée – à une organisation politique.

Inversement, l'État de droit n'est pas une garantie pour la psychanalyse. Les formes totalitaires du néolibéralisme sont parfaitement compatibles avec les semblants de l'État de droit. La psychanalyse peut être éliminée de n'importe quel système public démocratique. Pour cela il suffit de la déclarer contraire aux « évidences scientifiques » et incompatible avec les présupposés du système de santé.

Chers collègues des sept écoles, ceci n'est pas un problème spécifiquement argentin. Cela concerne l'École Une. Si l'initiative extraordinaire de Jacques-Alain Miller relayée par un large effort a réussi à faire reculer l'amendement Accoyer en France, nous pouvons aujourd'hui essayer d'arrêter la visée à l'œuvre dans ce projet du gouvernement Macri.

Rappelons que la psychanalyse est beaucoup plus qu'une méthode clinique. Elle est une forme de résistance à la nouvelle « normalité » que certains voudraient imposer à tous, une normalité soutenue par l'idéologie du darwinisme social, de la productivité, de la pragmatique problème-solution soumise à une estimation du rapport coût-bénéfice. Défendre et faire valoir le discours analytique est une contribution à la dignité humaine. Nous sommes tous engagés par son éthique.



Le jeu de l'oie qui n'en finit pas

Luc Garcia

Le gala haute couture des avions de chasse dans le ciel syrien connaît une pause à la faveur de l'automne. Le calme dans le ciel laisse désormais parler les armes au sol. Depuis la fin septembre, les choses ont changé, et vont continuer de changer durablement.

Le 23 septembre 2017, l'Élysée annonçait dans un communiqué la mort d'un soldat français des forces spéciales, un parachutiste. Dans l'indifférence générale, les lignes présidentielles du communiqué ont été recopiées par quelques rédactions dans des dépêches au format AFP. Or, recopier favorise le lapsus. Et dans l'inconscient de la presse française, la géographie extrême-orientale occupe une place soignée dans l'ordre de ce qu'elle refoule le plus solidement. L'Élysée avait écrit que le soldat était mort nommément « au Levant ». Cela, la presse ne l'a pas repris.

Irruption soudaine des années 1920. Le Levant, ses terres lointaines et étendues que croque l'ombre de la nuit quelques fuseaux avant la France. Chaque mot pesait lourd dans les lignes signées du chef des Armées qui actait désormais d'un changement politique : ce n'est plus seulement la Syrie qui nous occupe. Nous tiendrons cette date du 23 septembre pour la première de plusieurs marquantes de ce moment actuel.

Le Levant – négociations

Depuis quelques semaines, le terme *Levant* refait subrepticement surface. La levée du refoulé n'est pourtant pas encore de mise, mais s'écrit à nos dépends sous la forme d'une métonymie. Le Levant désigne un contenu fragmenté par une partition de l'espace. Avec ses frontières à l'intérieur, lesquelles séparent des morceaux, ce contenu dessine un ensemble qui n'est pas unifié. Voilà l'opération habile du communiqué élyséen : les mots aux sonorités

surannées permettent de recadrer le présent à la manière d'une lettre volée. Alors que concomitamment les chancelleries du monde libre ne font plus condition préalable du départ de Bachar El-Assad, on s'occupe de nettoyer le terrain pour la suite. Pour ce faire, émerge une solution dans l'immédiat de son apparente simplicité : rendre les frontières du Levant à celles des accords de Sèvres, figées depuis la veille de la Seconde Guerre Mondiale ; retrouver leurs lignes claires et leurs divisions familières à défaut d'être pertinentes.

Les Kurdes, début septembre, emboitèrent le pas de ce mouvement de réordonnancement sentant à juste titre qu'il y avait une occasion à saisir dans ce moment. Ils organisèrent le 25 septembre un référendum d'indépendance. On sentait des vibrations pré-1915 envahir le Levant. On pensait reprendre le stylo des mains de Sykes et Picot pour dessiner le territoire autrement. Mais les retours aux cases du départ depuis lesquelles les choses ont été ratées sont toujours pénibles. Nombreuses furent les déconvenues, feignant de surprenantes déceptions. Le référendum s'est fracturé sur les dissensions kurdes qui ont offert opportunément à l'Irak de quoi ânonner son bréviaire sur l'unité menacée du pays. Le 28 septembre, à 18 h sonnantes, les autorités irakiennes fermèrent l'aéroport d'Erbil, privant le Kurdistan de ses principales liaisons aériennes, augurant du piège qui se fermait petit à petit. Juste passé le temps pour que le référendum n'émeuve plus personne de New-York à Paris, le 16 octobre, Kirkouk fut assiégée par le pouvoir central de Bagdad. Ses habitants kurdes partirent alors par milliers vers Erbil et Souleimaniyeh, laissant la place aux milices irakiennes. Une partie des Kurdes aurait, paraît-il, négocié en douce avec l'Irak les territoires du Kurdistan les plus juteux en pétrole ; les négociateurs kurdes seraient ceux-là mêmes qui avaient initié le référendum d'indépendance avec l'idée pourtant, disait-on encore, de créer une ouverture. Dans cette confusion bizarre, l'ambitieux projet finit encore en négociations de boutiquiers.

Certains à Londres et à Paris savaient bien que le référendum n'était pas seulement un beau geste, mais faute de mieux, parfois on a fermé les yeux sur une volonté à plus long terme de faire du résultat du vote possession valant titre. Restait l'immuable sentence, plus puissante que n'importe quoi d'autre : l'Irak est pauvre aujourd'hui et a besoin de ce pétrole. La communauté internationale, penaude devant le bourbier irakien, était prête à donner ces terres à l'Irak en compensation coupable. Quant aux autorités iraniennes, elles avaient opportunément coupé toute liaison avec le Kurdistan irakien, dès le 24 septembre. On commença à dire que l'Irak et l'Iran marcheraient bien du même pas, sans trébucher, au Levant. Les alliances se refont désormais, le chéquier étant toujours plus fort.

Mécaniquement, Bachar El-Assad, à l'avenir, sera essentiellement soutenu par la Russie. On voit une Syrie confortée sur ses frontières à l'ouest, ce qui arrange le Levant dans sa globalité. Comme pour se manifester derrière le rideau, les autorités russes ont annoncé le 21 octobre, par la voix de leur agence Sputnik, une prochaine conférence pour la paix en Syrie, à Astana au Kazakstan, plaque tournante de toutes les extrêmes droites européennes

et grand pourvoyeur de pétrole régional. Il s'agit pour ses instigateurs comme pour ses participants essentiellement issus des gouvernements de l'Irak, de la Russie et de la Turquie, de vérifier que tout rentre dans l'ordre avant les prochaines salves ; pas certain qu'on voit s'affronter l'Iran contre l'Irak, mais peut-être une alliance de ces deux-là.

C'est dans ce concert tonitruant de polarisation, sur fond de remise d'équerre des fameux dessins Sykes-Picot de 1916, que Raqqa, dans le nord-est syrien, le 17 octobre, a été libérée de Daesh. L'entrée dans la ville s'est faite calmement ; si parfois les libérateurs victorieux ont tiré des coups de fusil en direction du soleil, personne n'a entendu grand-chose, parce que déjà la ville était presque vide, ne laissant aucun écho traverser les ruines sinon des mines sautant dans une ville ravagée par trois ans de bombardements, qui ont jeté sur les routes et les mers les migrants que l'on sait. Dans les chancelleries qui ont participé à l'affaire, on n'a pas non plus réuni le petit personnel pour lui offrir des encas d'épicerie fine. Il faut reconnaître auxdites chancelleries qu'elles avaient passé de longues heures à négocier âprement l'exfiltration des combattants de Daesh, encombrants pour toutes les parties, par exemple pour la France lorsqu'ils étaient français. Le résultat de tout cela a dû laisser un goût amer ; d'autant plus que les principaux attentats de Paris avaient été organisés depuis Raqqa, et que les Kurdes, des années durant, n'ont pas ménagé leurs efforts pour faire plier Daesh.

Téhéran attend désormais son heure, celle de Bagdad sonnera en 2018 lors des élections, Damas se blottit sur son aile ouest ; la pendule peut continuer de tourner. Difficile de voir mieux que des alliances de circonstances. Elles engendreront des conflits entre pays ayant récupéré le substrat de main d'œuvre issu des restes de Daesh. Car subsiste un caillou qui n'est pas dissout : infliger une défaite à Daesh ne veut pas dire éradiquer le terrorisme islamiste. Les frontières sont maintenues, retrouvées, intactes, mais des transactions nouvelles se mettent en place. Du personnel est désormais disponible pour de futures actions terroristes meurtrières. Ces vies, prêtes à se donner pour de nouvelles guerres, serviront à alimenter les batailles sur le long terme, celles que l'on ne voit pas, même à l'aune des attaques terroristes qui paraissent lointaines dès leur premier anniversaire. En matière de populations, et à rebours de l'optimisme de façade des chancelleries, Lacan prévient : « Chacun sait que la politique consiste à négocier, et cette fois-ci, à la grosse, par paquets, les mêmes sujets dits citoyens, par centaine de mille. » (1)

Le Levant, depuis plus d'un siècle, tient fermement sa variable d'ajustement. Elle s'appelle le Kurdistan. Les Kurdes paient cher, d'une part, de le savoir, d'autre part, de tenter de s'en démettre, et encore de n'avoir aucune vue particulière sur Israël. Pour que les frontières des États-nations subsistent, il leur faut un reste.

Si le Levant est cet informe dans lequel n'importe quelle contingence est une opportunité pour n'importe quoi, la question, qui ne concerne pas seulement le Kurdistan, s'écrit ainsi : existe-t-il une autre organisation que l'État-nation pour un monde économiquement globalisé ? Les tentatives indépendantistes se définissent toujours à partir d'un renouvellement discursif. Ce renouvellement prend souvent l'allure d'une illusion perdue : faire du neuf avec du vieux. Il dénie au régime centralisateur le pouvoir de donner à la nation sa consistance juridique en ordonnant la jonction toujours arbitraire qui lie le signifiant avec le signifié.

C'est la raison pour laquelle, aussi sympathiques soient-ils en apparence, les populismes et les indépendantismes marchent parfois de concert, par exemple en Europe. Le constater ne résout rien. La question se transforme devant l'impuissance des États-nations à garantir la sécurité des peuples dans l'économie globalisée ou face aux fusils terroristes. On cherche les causes de ces désordres, croyant, à tort, que la cause est libératrice. Le magma du Levant en est l'illustration parfaite : les États-nations fonctionnent comme des nécessités indépassables. Elles ne semblent pas aller moins dans le sens de l'histoire que les volontés indépendantistes. Attaquer l'Irak ? la Syrie ? l'Iran ? le Yemen ? En réalité, les États-nations conviennent à tout le monde pour des arrangements politiques en arrière plan desquels le fondamentalisme religieux peut régler ses comptes en interne. Peut-être aujourd'hui, une seule partition indépendantiste sonnerait juste dans le monde, celle du Kurdistan, face aux ogres qui l'entourent. Mais celle-ci est manifestement inscrite pour rester longtemps devant les portes fermées des Nations Unies. Parler du Levant relève alors d'un acte manqué, qui fait apparaître un vide en son centre.

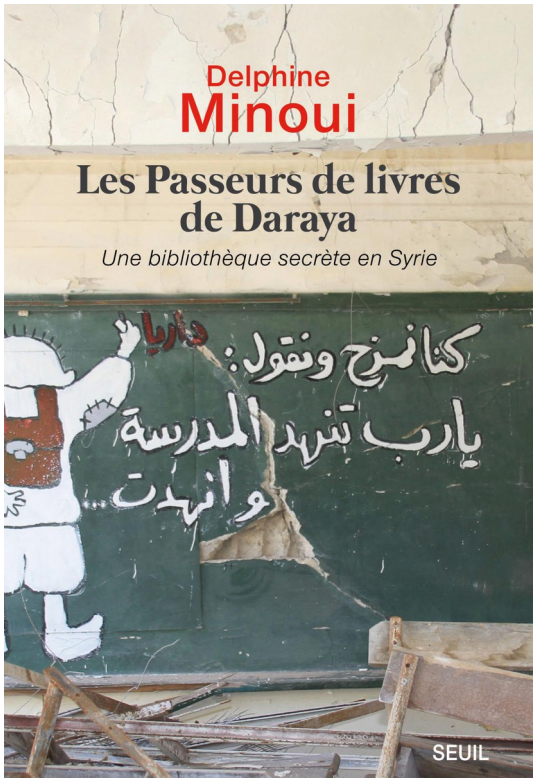
On combat pour accéder à l'œil du cyclone, mais le vide central est calme ; les villes dites libérées sont désertées. Dans cette topologie des frontières du Levant, le paradoxe laisse apercevoir un réel : Raqqa est libérée, mais il s'agit désormais de savoir où donc la place vide va se déplacer. C'est en effet toujours depuis un vide sempiternellement territorial que le cyclone terroriste se déplace et sévit : le Soudan, la Somalie, l'Afghanistan, la Syrie dépeuplée et vidée de ses habitants. Les frontières retrouvées n'y changeront rien. La négociation a un autre objet.

« Chacun, à tout instant et à tous les niveaux, est négociable, puisque ce que nous livre toute appréhension un peu sérieuse de la structure sociale est l'échange » (2), rappelle Lacan, en 1964. Les observateurs économiques se désolent qu'aucun échange commercial n'ait lieu sur ces terres depuis les accords de Sèvres. Or, Lacan flèche ce que l'on doit entendre par échange dans l'univers collectif des arrangements politiques : « L'échange dont il s'agit est l'échange d'individus, à savoir de supports sociaux, qui sont par ailleurs ce qu'on appelle des sujets, avec ce qu'ils comportent de droits sacrés, dit-on, à l'autonomie. » Cette lecture radicale est au plus prêt de ce qui se joue au Levant : ce ne sont pas les frontières qui comptent, ce sont les futures armées qui se comptent.

1 : Lacan J., *Le Séminaire*, livre XI, *Les quatre concepts fondamentaux de la psychanalyse,* texte établi par J.-A. Miller, Seuil, Paris, 1973, p. 10.

2 : *Ibid*

LECTURES



Passeurs de livres

par Marie-Hélène Blancard

La tragédie syrienne se termine dans l'indifférence. Gaz sarin, famine, mort des enfants et des vieillards dans des villes assiégées où l'aide humanitaire échoue, il n'y a plus d'indignation – à peine de faibles protestations en faveur d'un corridor humanitaire lorsque les troupes gouvernementales reprennent le contrôle des villes exsangues, qui ne sont plus qu'un champ de ruines. On a renvoyé dos à dos les exactions du tyran Assad et les horreurs de l'État islamique : comment choisir entre la peste et le choléra ? On a écarté l'idée d'une troisième voie. D'ailleurs, l'Armée syrienne libre s'est en partie perdue dans une radicalisation progressive, comme si elle devait donner raison à Bachar al-Assad qui s'est toujours posé comme l'unique recours : « moi, ou le chaos ». Pourtant cette barbarie est proche de nous, elle est aux portes de l'Europe et elle nous regarde.

Dans un livre (1) qui vient de paraître, la journaliste franco-iranienne Delphine Minoui relate une expérience inédite qu'elle a suivie et accompagnée pendant trois ans après avoir pris contact, *via* WhatsApp et Skype, avec un groupe de jeunes résistants syriens de la ville rebelle de Daraya, encerclée et bombardée par les forces de Bachar al-Assad depuis 2012.

Sur la page Facebook d'un collectif de jeunes photographes nommé *Humans of Syria*, une photo retient son attention : dans une lumière artificielle, deux jeunes gens entourés de murs de livres sont penchés sur un ouvrage. La légende évoque « une bibliothèque secrète au cœur de Daraya ». Elle découvre que la photo a été prise par Ahmad, l'un des fondateurs de cette agora souterraine. À défaut de pouvoir elle-même accéder à la ville martyre, elle lui propose d'écrire un livre sur l'histoire de cette bibliothèque – ce qu'il accepte avec enthousiasme. C'est sur écran qu'il lui fera rencontrer, un par un, les protagonistes de cette incroyable aventure qui était un acte de résistance et de liberté face à la tyrannie. Aujourd'hui, alors que Daraya a été évacuée et la bibliothèque dispersée, Delphine Minoui a voulu faire de ce livre « la mémoire vivante de Daraya ». Écrire, pour ne pas oublier.

Pourquoi sauver des livres ?

Adolescents au début de la guerre, ces garçons n'étaient pas tous de grands lecteurs. Pour Ahmad en particulier, les livres avaient « le goût du mensonge et de la propagande », car il ne pouvait les dissocier du portrait du tyran qui ornait le mur de la classe. Pour raconter la répression, les morts, les hôpitaux saturés, la ville dévastée, Ahmad décide de s'équiper d'une caméra afin de montrer ce qui reste inaccessible aux médias étrangers. Il met en ligne ses vidéos pour qu'elles soient vues par le plus grand nombre. Ses amis l'appellent un jour en renfort pour exhumer des livres d'une école pulvérisée par les bombes ; elle a été abandonnée par son directeur, et les livres gisent au milieu des gravats. « Pourquoi sauver des livres si on ne peut sauver des vies ? », se demande Ahmad. Pourtant il est saisi d'une intense émotion lorsqu'il ramasse un livre couvert de poussière, dont il essuie la couverture en tremblant. Sensation troublante d'ouvrir la porte du savoir, de s'échapper du conflit, de se sauver du pire et de se faufiler entre les pages.

Jour après jour, la collecte se poursuit et s'intensifie, quinze mille volumes en un mois : littérature, philosophie, psychologie, théologie, sciences. Il faut absolument trouver un lieu pour les stocker, les protéger. Après concertation, un projet de bibliothèque publique voit le jour, dans cette ville qui en était privée. « Le symbole d'une ville insoumise, où l'on bâtit quelque chose quand tout s'effondre autour de nous » (2), précise Ahmad.

Par crainte des représailles, ce lieu n'aura ni nom ni enseigne ; il sera maintenu dans le plus grand secret. Un espace souterrain, à l'abri des radars comme des obus, ouverts à tous les lecteurs, petits et grands. La lecture comme refuge et comme ouverture sur le monde. La lecture pour survivre à l'horreur des bombes et à la famine, comme au sentiment grandissant d'être abandonné de tous.

Une arme d'instruction massive

Le sous-sol d'un immeuble désaffecté, voisin de la ligne de front, mais peu exposé aux tirs de roquettes, est choisi à la hâte. On repeint les murs, on scie des planches, on met des sacs de sable devant les fenêtres et on installe un groupe électrogène pour s'éclairer.

« Des jours durant, les passeurs de livres s'emploient à dépoussiérer, recoller, trier, répertorier tous ces vestiges de papier. Classés par thème et par ordre alphabétique sur les rayons des étagères pleines à craquer, les ouvrages retrouvent enfin leur parfait ordonnancement d'origine » (3).

N'étant ni des voleurs ni des pilleurs, ils tiennent à ce que le nom de son propriétaire soit apposé sur chaque livre. C'est un acte civique. Ils espèrent alors qu'à l'issue du conflit, chacun pourra récupérer son bien.

Pour ces jeunes, il s'agit de rattraper le temps perdu. Finie la censure, la lecture est un acte de transgression, l'affirmation d'une liberté dont ils ont été trop longtemps privés. C'est aussi un instrument de survie, une carapace pour pouvoir se protéger du danger, un espace qui leur permet de se projeter dans l'avenir, l'avenir opaque de leur pays. Car cette bibliothèque souterraine devient un lieu d'échanges, de conférences, un lieu d'enseignement en arabe et en anglais. Leur soif d'apprendre et de partager est sans limites. Ils aiment, en vrac, Victor Hugo, Paulo Coelho, Ibn Khaldoun, la poésie persane et… Amélie Poulain !

Un désir fragile de démocratie

Ceux qui ont fondé la bibliothèque sont de jeunes habitants de Daraya qui n'étaient pas politisés. La dynastie Assad règne en maître, et la censure est depuis longtemps omniprésente. C'est le printemps arabe de 2011 et surtout la chute de Moubarak qui les a métamorphosés en militants. Ils cessent alors de penser que l'histoire de leur pays est écrite d'avance et ils descendent dans la rue pour réclamer le droit à l'écrire eux-mêmes, avec leurs propres mots. Ils osent alors prononcer le mot interdit de « démocratie ».

Quand la révolte bascule dans la guerre, nombre d'entre eux se forment rapidement à la vidéo pour témoigner de la répression impitoyable que le régime leur fait subir. Même si Daraya est aux portes de Damas, ils doivent risquer leur vie pour se procurer un appareil photo ou une caméra avec la complicité de camarades de la capitale. Car il faut franchir la ligne de front et plusieurs *checkpoints* pour accéder à la ville martyre, sous les tirs des *snipers* et les explosions assourdissantes.

Plus les bombes pleuvent, plus la vie s'organise en sous-sol. Omar l'intellectuel ne quitte presque plus la bibliothèque. Elle remplace pour lui l'université qu'il a dû quitter. Prendre les armes s'est présenté à lui comme une nécessité. Depuis, il mène une double vie, entre guerre et littérature. Il s'est mis à dévorer tout ce qui lui tombe sous la main, car il a compris qu'il lui fallait « s'éduquer lui-même », et combler le vide dont pourraient profiter

les fanatiques pour imposer leurs idées. « Les livres, explique-t-il, ont rapidement eu un impact crucial : ils m'ont aidé à ne pas me perdre » (4). Sur la ligne de front, il a même créé une « mini-bibliothèque », une dizaine d'ouvrages protégés par des sacs de sable. Le concept s'est étendu à d'autres combattants. Quand les bombes se taisent, ils s'échangent des livres et des conseils de lecture.

Omar croit en la magie des mots et aux bienfaits de l'écrit comme « pansement de l'âme » : « La guerre est perverse, convient-il, elle transforme les hommes, elle tue les émotions… Si nous lisons, c'est avant tout pour rester humain » (5).

Rempart contre l'obscurantisme

Depuis son bureau d'Istanbul, l'auteur interroge la question djihadiste. À Damas, la télévision officielle répète inlassablement sa propagande : Daraya est un nid de terroristes, qu'il faut éliminer jusqu'au dernier. Quelle position ont pris ces jeunes combattants lorsque le front al-Nosra est venu les rejoindre, avec son discours bien rôdé et sa volonté de défendre leur révolution ? Certains ont d'abord été séduits, Ahmad ne le nie pas, mais ils ont rapidement montré leur vrai visage, violent et meurtrier ; leur ambition territorialiste et idéologique, sous couvert de l'islam.

Ahmad reste convaincu qu'ils ont su résister à cette emprise idéologique grâce à la culture, grâce aux livres dont il fait le meilleur bouclier contre l'obscurantisme. Une des références du collectif, pour qui la France reste le pays des libertés, est la Révolution française, Victor Hugo et ses *Misérables.* La justice sociale, la démocratie et les droits de l'homme sont des idéaux qu'ils partagent.

Sur internet ils réagissent à l'actualité, et pleurent lors des attentats parisiens du 13 novembre. Le lendemain, ils adressent une lettre touchante de condoléances au peuple de France. Lorsque la situation tragique de Daraya se transforme en désastre humanitaire, ils envoient un appel désespéré au président Hollande (6), le suppliant d'intervenir pour stopper les massacres. C'est le 14 juillet 2016 à 22h33, et l'odieux attentat de Nice est en train d'avoir lieu. Ils ne sauront jamais si leur lettre a été lue.

Daraya a été reprise par les forces gouvernementales, et les livres de la bibliothèque vendus sur les trottoirs par les soldats du régime. La télévision officielle a montré Assad se pavanant dans les rues désertes de la ville fantôme et vitupérant contre les manipulations de l'étranger. Omar, l'amoureux des livres, a été tué. Ceux qui ont survécu sont provisoirement exilés en Turquie, lorsqu'ils ne sont pas réfugiés dans la ville d'Idlib où ils ont été déplacés.

Ahmad continue de parier sur la culture, et il a créé une bibliothèque itinérante à l'usage des femmes et des enfants d'Idlib. Un Bibliobus de couleur orange, qui sillonne les villages et qu'on peut voir en photo sur Internet. Une manière pour lui de continuer le combat contre l'obscurantisme en favorisant l'accès des femmes à la culture. Il milite contre le port obligatoire du voile.

1 : Minoui D., *Les Passeurs de livres de Daraya. Une bibliothèque secrète en Syrie*, Seuil, 2017.
2 : *Ibid.,* p. 18.
3 : *Ibid.,* p. 19.
4 : *Ibid.,* p. 48.
5 : *Ibid.*, p. 49.
6 : Cf. *ibid.,* p. 123-125.

Lacan Cotidiano

El amo de mañana, comanda desde hoy — Jacques Lacan

nº 27

SUMARIO

Autorizarse como ciudadano — *Francesc Roca*
El "síntoma Catalunya" y las falsas salidas — *José Ramón Ubieto*
Notas en la urgencia sobre el síntoma catalán — *Francesc Vilà*

AGGIORNAMENTO DE LAS ESCUELAS
Campo Freudiano, Año cero, en la ELP — *Miquel Bassols*

LA MOVIDA ZADIG
¿Zadig o la Escuela? Dos aproximaciones a un falso dilema — *Gustavo A. Zapata*
La democracia de masas, una nueva versión del totalitarismo — *Carolina Aiassa*

Autorizarse como ciudadano

Francesc Roca (Valencia)

"Para pisar este peldaño
has de ser ciudadano,
en su plenitud de derechos, de la ciudad de las ideas".
K. Kavafis: "El primer peldaño".

La expresión que da título a este artículo surgió de una conversación entre amigos durante una cena tras la presentación del último libro de Miquel Bassols *Lo femenino, entre centro y ausencia*, quien también participaba de esta conversación informal.

En principio no le di más valor que el de una ocurrencia que juntaba en la misma expresión un concepto venido del discurso analítico, discurso que nos unía en aquella cena, "autorizarse como analista" y otro concepto evocado por el debate político en el que estábamos atrapados dejándonos llevar por la urgencia del momento. Era a finales de octubre cuando el Gobierno se preparaba para dejar caer sobre una Cataluña que se quería independiente todo el peso de la ley como único argumento político.

De este debate, articulado en torno a la preocupación que nos producía el que la política de un país girara en torno a la máxima de "a por ellos", fue de donde surgió la idea de "ciudadano" como argumento con el que salir de esta especie de ordalía democrática hecha en el nombre de una ley divinizada, y por tanto inmutable, con la que se pretendía neutralizar un sentimiento de pertenencia, de identidad.

Como quiera que la expresión pasó para mí del rango de la ocurrencia del momento a quedar en mi memoria decidí convertirla en problema y preguntarme qué alcance podría tener esta hibridación de un concepto tan lacaniano como el de "autorizar-se, a sí mismo por tanto, como analista" con algo que no nos es tan alejado como son los malestares en la civilización, que en aquel momento se concretaban en un sentimiento de pertenencia/exclusión devenido identidad.

Para entrar en mi problema, el primer detalle en el que reparé fue que "autorizar-se" podría ser situado en el entorno de la idea kantiana de libertad como causa de sí y, por lo tanto, como un acto ajeno a toda regulación del Otro, a toda norma. Por tanto, había que señalar una diferencia entre "autorizar-se como analista" y "autorizar-se como ciudadano": si bien no hay analista sin este acto —prescindo aquí de toda consideración sobre la ética de dicho acto—, se es ciudadano de un país por la mera inscripción en un Registro Civil para lo cual, aun en los casos de extranjería, no cuenta la voluntad del sujeto, sino la autorización del Estado a que dicha inscripción se lleve a cabo. Por tanto, aparentemente no sólo sobra, sino que no tiene ninguna cabida esta partícula "-se" en lo que se refiere al ciudadano, ya que es el Otro quien lo autoriza.

Pero, ¿qué quiere decir ser ciudadano más allá de "ser natural de…" o "habitar, legalmente, en…"? La primera referencia que vino a mi mente fue la de la *polis* griega donde la ciudadanía, la condición de ser ciudadano por haber sido aceptado como tal, daba, entre otras cosas, el derecho a sostener una opinión en el foro de la ciudad y la obligación de argumentarla. Tengamos en cuenta lo que afirma Platón en su diálogo *Teeteto*, del saber como opinión (doxa) con argumentos (logos).

Por tanto, "ser ciudadano" comporta, no sólo el que me sean concedidos unos derechos y unas obligaciones, sino la posibilidad de ejercerlos. Es aquí, en este ejercicio de derechos y deberes, donde entiendo que tiene sentido este "autorizar-se" como ciudadano.

Retengo este par de conceptos, ciudadano/sujeto con opinión argumentada, para señalar lo que podría dar lugar a una lectura cargada de cierta ambigüedad del texto de J.A. Miller "Campo freudiano, año cero" cuando dice "la red política lacaniana –la *movida Zadig*- no se confundirá con la AMP ni con sus escuelas, constituye más bien una extensión suya al nivel de la opinión", si en la lectura de este párrafo ya hemos olvidado el primero de dicho texto donde, es mi lectura, se nos advierte del riesgo de que el psicoanálisis sucumba a los *impasses* de nuestra civilización si olvidamos que, según la *Proposición de Lacan del 9 de octubre de 1967…,* el psicoanalista lo es "de la Escuela" para instalarnos en un psicoanalista "en la Escuela". Para guardarnos de ello, entiendo que debemos tener siempre presente que, en expresión de Miquel Bassols que recojo del libro antes citado, la Escuela es una "comunidad de soledades", donde cada ciudadano debe sostener su opinión y argumentarla, escapando así de lo que es uno de los ejes principales de estos malestares de la civilización, la homogeneización del "para todos".

Así pues, para que nuestro ciudadano devenga sujeto, devenga sujeto de sí mismo, esta opinión también debería ser entendida como singular y, en tanto que singular, propuesta a otro al que se le concede el valor de inter-locutor, al que se le concede la cualidad de ser portador de un logos con el que se puede estar de acuerdo o con el que se disienta. Que a este posible acuerdo, o desacuerdo, se le dé el valor de identificación, de reconocimiento del otro, debería protegernos de toda tentación de construir

alrededor de él una identidad, un imaginario en el que pretender sentir la tranquilidad de encontrarme "entre los míos".

Entiendo que es a esto a lo que se refería Miquel Bassols durante la mencionada presentación, cuando hablaba de una "democracia analítica", es decir, del respeto a lo más singular de cada sujeto, a lo femenino de su goce.

De momento me detendré aquí en estas pinceladas con las que he pretendido al menos rodear los contornos de un problema que, por lo demás, queda abierto.

El "síntoma Catalunya" y las falsas salidas

José Ramón Ubieto (Barcelona)

Ruptura, alejamiento, factura, tensión, inquietud, fractura, angustia… son algunas de las palabras que cada uno y cada una elige para tratar de bordear el abismo al que parece —cada día más evidente— que nos vemos abocados. Si nos guiamos por la ética de las consecuencias, más que por la de las buenas intenciones, debemos exigir responsabilidades. Que aquellos que gobiernan respondan de las consecuencias de sus actos es un imperativo democrático.

La responsabilidad aquí es amplia y diversa si bien no es simétrica ni equivalente. Lo propositivo de unos, más o menos razonable, y el rechazo puro de los otros no tiene el mismo estatuto. Además, los que más poder y fuerza tienen deben explicar por qué no usaron el primero y sí en cambio abusaron de la segunda. Por qué su sordera y su inmovilismo durante mucho tiempo, nada inocente, ha terminado por desvelar su lado más feroz y autoritario, recuerdo de épocas oscuras de nuestra historia. ¿Era esto lo que ocultaba su silencio y su "no hacer", la voluntad firme de aplastar y callar al otro?

El pretexto de la ley, una ley válida pero insuficiente y que en ningún caso puede sacralizarse en una sociedad laica y en un Estado de derecho, no es aceptable. Todos los que vivimos la transición sabemos que esa Constitución fue una formación de compromiso (definición freudiana del síntoma) entre los restos, muy vivos, del franquismo y los anhelos de aquellos —jóvenes y mayores— que aspirábamos a otra sociedad y a otra convivencia. Como síntoma, un día u otro lo reprimido de ese acuerdo retornaría para recordárnoslo y obligarnos a revisarlo.

El 15-M, que obligó al anterior rey (símbolo mayor de ese proceso de transición) a abdicar, fue la fecha clave de ese retorno. Emergente rechazado por la derecha y, hay que recordarlo porque la amnesia funciona, sin distinción de colores y banderas, tanto en España como en Catalunya. ¿Por qué no se escuchó en ese momento lo que clamaba en la indignación expresada, y se leyó sólo como un efecto de la crisis económica? ¿Por qué el éxito de movimientos como la PAH (1) no se quiso interpretar como un signo del desalojo de los sujetos, no sólo de su casa hipotecada, sino de una sociedad cada vez más desigual y excluyente?

En su lugar, lo que era un verdadero síntoma —también en Catalunya— se leyó, por parte de muchos (no de todos, claro) como un simple trastorno del sistema financiero o, en algunos casos, muestra de su catadura moral, como un trastorno de la ambición de los que querían tener una mejor vida (una buena parte inmigrantes). En psicoanálisis sabemos que los trastornos se

eliminan —porque no se les supone sujeto alguno— mientras que el síntoma llama siempre a su interpretación.

Parte del crecimiento del independentismo en Catalunya, sobre todo entre las generaciones jóvenes, tiene que ver con ese retorno, que ha tomado la forma del "síntoma Catalunya" y la bandera del movimiento independentista. El "síntoma Catalunya" no es un asunto interno, una *deria* (manía) de los catalanes, es algo que nos concierne a todos los que, como españoles, acordamos unas reglas de convivencia hace cuarenta años que ya no sirven para preservarla.

Por eso, creo, que la responsabilidad de los gobernantes catalanes es no haber querido entender este marco de discusión y creer que solos podían desembarazarse del síntoma. Si unos dilataron el tiempo mostrando así, al modo obsesivo, su rechazo al deseo (de cambio) del otro, otros lo forzaron para precipitar una salida, ignorando una parte importante del todo al que debían representar. Tomando una parte por el todo forzaron también las voluntades.

El pueblo catalán tiene muchas voces y hasta la fecha ninguna mayoría clara para apoyar una decisión unilateral. Tampoco la comunidad internacional dio nunca signos claros de apoyo. Sumarse a la denuncia de los abusos policiales o la vulneración de libertades básicas, es una obligación de todos los que defendemos un verdadero Estado de derecho pero en ningún caso avala una opción de ruptura unilateral. Las declaraciones recurrentes de la líder de los comunes, Ada Colau, o del líder nacional de Podemos, Pablo Iglesias, han dejado muy claro esa diferencia. Instrumentalizar ese apoyo es una responsabilidad de los que lo hacen, contribuyendo así a una falsa salida.

¿No sería mejor apelar al consenso mayoritario sobre aquello que todos, los que apostamos por una convivencia y respeto de la diversidad, anhelamos? ¿No supone eso ceder en proyectos, inviables en este momento, y tejer redes para defender lo más básico, que es vivir juntos y en paz? Darse un tiempo para comprender el alcance y posibilidades de nuestros deseos no siempre es un ejercicio de procastinación, a veces es signo de aceptar los límites y el tiempo que necesitamos para concluir juntos.

Un acto ayuda a precipitar la salida y sacarnos de los impasses de nuestra inhibición o rumiación eterna y estéril, pero cuando toma la forma de un pasaje al acto, un salto al vacío (2), puede conducir a lo peor.

1: La Plataforma de Afectados por la Hipoteca o PAH es una asociación y movimiento social por el derecho a la vivienda digna surgido en febrero de 2009 en Barcelona y presente en toda la geografía española. La Plataforma surge en el marco de la crisis inmobiliaria española 2008-2013, que fue desencadenada por la burbuja inmobiliaria, y de las posteriores protestas en España de 2011-2012. Su líder más popular fue la actual alcadesa de Barcelona, Ada Colau.

2: La CUP (Candidatura de Unidad Popular) difundió un vídeo promocional protagonizado por diputados y exdiputados donde todos ellos empujaban una camioneta, símbolo del proceso independentista que se despeña por un barranco. El contratiempo no desanima a los integrantes de la formación de izquierda independentista y sirve de acicate para ponerse a bailar un mambo ante la celebración del referéndum del 1 de octubre.

Notas en la urgencia sobre el síntoma catalán

Francesc Vilà (Barcelona)

Una cuestión preliminar

El Partido Popular —llamado *partido alfa* por el periodista Enric Juliana— suma el 32 % del escrutinio de las última elecciones estatales. Sus votantes transitan, con matices, por los inframundos falangistas, las nostalgias del tecnofranquismo, la cultura de la derecha ultramontana, los sueños autoritarios, los espacios clericales reaccionarios, hasta ser gente demócrata y conservadora. De todas maneras mantiene la apariencia a la hora de abordar los derechos y las libertades. En España no hay partidos de extrema derecha emergentes (1).

Los dirigentes *senior* del PP o no votaron o se opusieron a la Constitución del 78.

Recordar esto no debería ser novedad. Lo remarcable es la manera que desde mediados de los noventa, con su primera llegada al poder en democracia, ha tejido complicidades y circuitos de *bypass* entre el Gobierno, los aparatos del Estado, la Magistratura y las fuerza de seguridad. Su apuesta de gran relato es *la España Una y Grande* frente a los peligros de las alternativas y las diferencias. El laboratorio de este proyecto es la FAES, *Fundación para el Análisis y los Estudio Sociales* (2). Y su hacer se constata en el debilitamiento del Estado del bienestar, las amputaciones a los derechos laborales y la obscena visibilidad de las cloacas del Estado (3).

Esta urdimbre ha degradado el contrato social, ha caducado el pacto constitucional del 78 y pone en riesgo la división de poderes y las libertades democráticas. Los sucesos acaecidos el último año en Catalunya lo ponen a cielo abierto.

No obstante el PP, el partido alfa, es algo más. Es *un poder fáctico necesario* para las plataformas y las organizaciones de la economía extractiva. Es socio de muchas iniciativas en la frontera entre los mercados y las economías tarifadas o los servicios bajo la tutela de organismos reguladores. A menudo sus acciones y omisiones expresan un autoritarismo enraizado en liderazgos caudillistas que perduran más allá de la transición del tardofranquismo. El PP tiene abiertos numerosos procedimientos judiciales. Algunos de ellos incluyen a la cúpula dirigente actual.

También es arte y parte en las estructuras del Estado. Uno se puede sorprender cuando echa una ojeada, por ejemplo, a los apellidos de los miembros del Tribunal de Cuentas, de las secretarias de los ministerios, de los altos tribunales… El argot lo dice fácil, entre el palco del Bernabeu y *la caspa* anda el poder (4).

Desafortunadamente la izquierda clásica española hace seguidismo del PP. Se aloja en el acomodo que ofrecen las prebendas y las dádivas del poder. Las puertas giratorias entre la política y la actividad empresarial, los sillones de los Consejos de Administración de las sociedades mixtas estatales, el reparto de las adjudicaciones de obra pública, la legislación a medida sobre actividades sectoriales… son la moneda de cambio habitual.

Pero quizá su falta más grave sea no abordar el gran asunto político del futuro de las Españas. Están de acuerdo con los otros partidos llamados constitucionalistas: *contra Catalunya se sobrevive.* Los deseos de más democracia de las otras izquierdas y de una parte importante de los catalanes pueden esperar.

La corruptelas del partido alfa han dado paso a una corrosión generalizada. No se vislumbra alternativa. El emergente catalán es la punta del iceberg de una crisis de estado magmática con el paso de siglo.

Los tiempos de la incerteza

¡Qué complejo el fenómeno social y cultural catalán a principio del siglo veintiuno!

Ahora, en la urgencia, tocan *trencadissos* de decires breves. Algo para el manual de uso de la vida.

En primer lugar sugiero, a aquellos que estén abiertos a seleccionar una atmosfera propicia para adentrarse en la complejidad, la lectura de *Incerta gloria,* el gran relato moral novelado de la guerra civil acontecida en Catalunya. Su autor, Joan Sales, se confiesa en las primeras páginas:

> *"The uncertain glory of an april day… Tot devot de Shaskespeare coneix aquestes paraules –i si jo hagués de resumir la meva novel·la en una sola ratlla, no ho faria pas d'altre manera. Hi ha un moment de la vida que sembla com si ens despertéssim d'un somni…".*

Se encuentra traducida a diversos idiomas. Relata con maestría las guerras civiles que hubieron entre 1936 y 1939 en Catalunya. Y el sentimiento compartido de muchos catalanes de que todos perdieron. En Catalunya no hubo ganadores de una contienda imposible de reducir a dos bandos, los nacionales y los rojos. El alivio puntual de una parte de la población con la entrada de *los nacionales* por la Diagonal de Barcelona solo permitió coger aire ante los años grises que estaban por llegar (5).

Si quieren ponerle música seleccionen en *Spotify* alguna pieza de *La copla orquesta catalana dels sons essentials* (6).

Entre los olvidos y la memoria. Relato de un caleidoscopio de sueños y pesadillas

El restablecimiento de la Generalitat de Catalunya se produce en 1977. Se acordó entre el President en el exilio, Josep Tarradellas, y el jefe de Gobierno preconstitucional, Adolfo Suárez. La nueva Constitución española es aprobada un año más tarde, en 1978. El sueño de Tarradellas fue la construcción de un Estado moderno soportado por las nacionalidades históricas de España. Más tarde no oculta su decepción ante las competencias administrativas y no políticas de la autonomía catalana.

En 1981 el golpe de Estado del guardia civil Tejero disfraza la apuesta de otro militar. Alfonso Armada, coronel, marqués de Santa Cruz de Rivadulla y hombre de confianza del rey Juan Carlos I, negociaba entre bambalinas un gobierno cívico-militar para afrontar la inestabilidad económica y social. El terrorismo de ETA y de otros grupos armados teñía de sangre las calles cada semana. La salida acordada al golpe el 24 de febrero en el Palacio de la Zarzuela fue dar carpetazo al desarrollo de una Constitución que, en su día, se pactó con las pistolas de los militares sobre la mesa. Los partidos periféricos no participaron en ese consenso. Si bien esos partidos eran los no-advertidos de la movida golpista de Armada en nombre del rey.

Miguel Herrero y Rodríguez de Miñón, un conservador Padre de la Constitución del 78, vislumbró la pesadilla de truncar la evolución del capítulo dedicado a la articulación de las naciones históricas.

Entonces, años 80, empiezan los enredos entre *legalidad y legitimidad*. La política barroca del *peix al cove,* expresión catalana que dice del espíritu, pactista y negociador*,* del President

autonómico Jordi Pujol disfraza los desencuentros. En esa época la prioridad de entrar en la Unión Europea mantiene los pactos de Estado. Y Catalunya es su motor industrial y social.

Algunas expresiones afortunadas de José María Aznar —*Yo también hablo catalán en la intimidad* y *España va bien*— resumen el éxito de su primera legislatura (7) y la mayoría absoluta de su segundo mandato. Antes, en 1995, ha sobrevivido a un traumatizante atentado de ETA. Conmociona unos segundos, despierta y pregunta como están los suyos, la familia.

Antes, los gobiernos de Felipe González han embarrancado debido a la lucha sucia contra ETA (8) y los casos de corrupción de la llamada *beautiful people,* la nueva gente bien, y de los negocios de los entornos del socialismo.

El sueño de un Aznar triunfante, aceptado en el club europeo, es *La España Una*. La que recupera el Imperio bajo la semblanza de un nuevo mundo financiero con proyección en Latinoamérica (9). Ello se traduce en la recentralización de las Administraciones y de los mercados.

Para este sueño de Aznar hay biografías asociadas imprescindibles. Consulten en *Wikipedia* la entrada *La Gloriosa —la joven promoción de abogados del Estado* que acompañan a Aznar en la apuesta de contrarreforma del Estado.
(https://es.wikipedia.org/wiki/La_Gloriosa_(promoci%C3%B3n_de_abogados_del_Estado).

El President Maragall, (http://poesiacatalanabatxillerat.blogspot.com.es/2011/04/oda-espanya-de-joan-maragall.html), nieto del poeta Joan Maragall, en el año 2003 tiene el suyo, *una relación bilateral* con el Estado español. Llega después del cumplimiento del sueño nacionalista de *reconstruir Catalunya* de Jordi Pujol. Cuando Maragall lo enuncia, el sueño pujolista ya se ha realizado.

El momento culminante de estas ensoñaciones se da cuando *La España Una y Financiera* heredada por ZP (el presidente Rodríguez Zapatero) confía *seducir* a *una Catalunya sujeto de derecho* liderada por Maragall. Se llama *nueva vía,* resuena con la tercera vía de Blair. ¡Ay Bambi! (10). ¡Cuánto talento y qué poca quijada para dentellar demasiado Estado!

En el año 2010 el Tribunal Constitucional deroga, a petición del Partido Popular, artículos troncales del nuevo Estatut de Autonomía (11) votado por los catalanes en 2006. Javier Pérez Royo, catedrático de Derecho Constitucional de la Universidad de Sevilla, considera que este procedimiento jurídico extemporáneo, a instancias del Partido Popular, vuela el pacto constitucional de 1978.

Una vez más se constata el desencuentro entre mentalidades de la península ibérica, los éteres de la Contrarreforma y las materias de la Reforma. A ello, con el paso del tiempo, se suma que *una Catalunya Estado* es un escollo más en el camino principal de la Europa de los burócratas. Una Europa confusa con un mercado único tensado entre los estados del Norte y del Sur.

La Catalunya, resto de la Marca Hispánica carolingia, es tierra de frontera. Varada en medio del *impasse* de la Unión Europea.

En la urgencia del momento

La crisis económica y el mundo global acechan con dos fantasmas fuertes: el desmontaje de las clases medias y la desigualdad sin derechos.

No es fácil, en el claroscuro del bosque, evidenciar que es lo que pide la Catalunya actual. ¿Cuál es su sueño? ¿Un nuevo Estado republicano y abierto?

¿Cuál es —a mi entender— uno de los asuntos de interés en el momento psicológico actual? La transformación generacional de las clases medias catalanas, en gran medida

agradecidas al pujolismo barroco, en una nueva clase social transversal que anhela un futuro abierto, democrático y en común.

Esta nueva clase social transversal y posnacionalista se conforma con *los nuevos menestrales emprendedores.* Son hijos y nietos de la alegoría de Sant Pancraç. O *nuevos catalanes* (12) atraídos por la actualización de la ética protestante de prosperar en la vida por el trabajo, descrita por el sociólogo Max Weber.

Algunos son hijos o nietos de aquellos *psuqueros –el partido eurocomunista catalán-* que enfrentaron los tiempos de la Transición con un lema: *Mis manos mi capital, el PSUC mi partido.* Con los años Vázquez Montalbán (13) transformó el *PSUC* en relatos *suculents* de bon menjar, beure y transformación democrática.

La alegoría de Sant Pancraç

Este santo es objeto de un rogatorio que surca los tiempos: *Sant Pancraç doneu salut i feina.* Para no ir al mítico origen podemos recordar los negocios de la posguerra. Muchos tenían una estatua de este santo en un lugar visible de sus estanterías.

Las nuevas generaciones de menestrales emprendedores —aquellos que viven los beneficios múltiples de *la feina ben feta,* de su oficio, más allá de la acumulación de riqueza— piden trabajo digno en una sociedad abierta.

El President Puigdemont recuerda una infancia de siete hermanos, hijos de un pastelero de Amer (14) que pedía a *Sant Pancraç salut i pedidus* —expresión de argot que significa pedidos, comandas…

Quizá sea oportuno entender está nueva mentalidad, posmoderna, que refunde el lazo social en Catalunya más allá de los derechos de los cuerpos y de los individuos. Éric Laurent, en un texto publicado este verano (*El traumatismo del final de la política de las identidades),* expone uno de los pesares de la socialdemocracia europea: no *saber hacer* el *aggiornamento* de la clase obrera en el mundo de la globalidad financiera.

Por ultimo. Recomendar un libro entretenido para una época incierta, *Por qué fracasan los países. Los orígenes del poder, la prosperidad y la pobreza.* Los autores contraponen fascinantes ejemplos. Por un lado *las sociedades extractivas*, por otro *las economías colaborativas*. Pueden seguir las pistas sobre el Estado español, un Estado no reciclado del autoritarismo decimonónico.

Post scriptum

Y para cuando las aguas amainen será de interés hacer *un Conciliábulo sobre un político español barroco, l'Homenot* (15) *Jordi Pujol.* Alguien que responde bien a la lectura de Lacan de Hamlet, el escrupuloso culpable de ser.

Pujol fue activo en la reacción al golpe de Estado del 23 de febrero de 1981 (16). Fue nombrado *político español del año en 1985* por los servicios prestados a España por el periódico de derechas ABC. Y soñó, *the winds of heaven*, que *el arte pedagógico de la política* haría posible el encaje de España en Catalunya.

¡Ah el viejo sueño imposible de las Españas que un Aznar truncó!

¿Rajoy lo confirmará?

Primeros días de octubre de 2017

1: En el Estado español no hay cordón sanitario entre la extrema derecha y el partido mayoritario de la derecha. Para decirlo a la francesa: *El frente nacional se cobija en el nido del PP, es su cuco.*
2: FAES es el *think tank* de la políticas reformistas liberales del Partido Popular. Su fundador es José María Aznar.
3: Las reformas laborales, el trato a la emigración o la *Operación Catalunya* con fondos reservados contra políticos y empresarios independentistas son algunas muestras.
4: El palco del Estadio del Real Madrid es el lugar de cita de los cortesanos del Estado y la caspa es una expresión de éxito de Podemos para referirse a los personajes influyentes de siempre.
5: Animo a leer el articulo de Toni Vicens sobre Franco en *El psicoanálisis a la hora de la guerra.* Obra compilada por Marie-Hélène Brousse.
6: Escucharan unos repertorios interesantes entre los compases básicos de la sardana y la evolución de la cobla. Los instrumentos como el *flaviol,* el *fiscorn,* el *tamborí,* la tenora o el contrabajo enlazan con otras músicas mediterráneas.
7: El pacto del Majestic —hotel ubicado en el Paseo de Gracia de Barcelona— le permite gobernar con el soporte de los nacionalistas catalanes. La foto, publicada por el periódico *La Vanguardia,* de ese pacto es un alivio a la desmemoria.
8: Bajo las siglas GAL (Grupos Autónomos de Liberación) se esconden policías y funcionarios del Estado implicados en torturas y desapariciones de miembros de la organización terrorista ETA.
9: Los recorridos poco afortunados de las inversiones auspiciadas por el gobierno en Latinoamérica y el desastre bancario de Caja Madrid deslucen el brillo del sueño.
10: Los corrillos de la política madrileña apodan así a Rodríguez Zapatero con la malevolencia de resaltar su inocencia infantil ante la telaraña del Estado español.
11: Este Estatut fue impulsado por Pascual Maragall, secretario general del Partido Socialista Catalán y apoyado por el presidente español Rodríguez Zapatero. Artur Mas, dirigente del partido nacionalista catalán, participó en los acuerdos finales.
12: Expresión que hizo fortuna en los años 80 de la mano de Paco Candel, un activista social surgido de la emigración andaluza, que relató la inclusión de la emigración en el ascensor social.
13: Manolo Vázquez Montalbán fue miembro del comité central del Partido Comunista, el Partido Socialista Unificado Catalán (PSUC), y escritor de éxito. Su detective Pepe Carvalho es un vividor, amante de la buena cocina y testigo de las transformaciones de la sociedad del final del franquismo y de la Transición.
14: Pequeño pueblo de la provincia de Girona.
15: Expresión catalana que dice de un personaje fuera de lo común, de un gran hombre.
16: Hay una magnífica novela, *Anatomía de un instante,* que relata la trama y da cuerpo a los actores de este acontecimiento español.

AGGIORNAMENTO DE LAS ESCUELAS

Campo Freudiano, Año cero, en la ELP

Miquel Bassols (Barcelona)

Estimados colegas miembros de la Escuela Lacaniana de Psicoanálisis:*

Estamos en un momento crucial en nuestra Escuela con respecto a la coyuntura social y política que atravesamos en España. Es una coyuntura que sitúa como nunca a nuestra Escuela como Otra para sí misma y, por lo tanto, sitúa también a cada uno de sus miembros como Otro para sí mismo a través de ella. Esta coyuntura coincide con lo que conocemos como una nueva época para las Escuelas de la Asociación Mundial de Psicoanálisis bajo el nombre de "Campo Freudiano, Año Cero". Y esta Escuela y esta Asamblea de la ELP, compuesta por sus miembros, debería saber conversar sobre qué significa para cada uno este momento y esta coyuntura.

Zadig, una extensión de la Escuela

"Campo Freudiano, Año Cero". Es así como Jacques-Alain Miller interpretó el día 11 de junio de 2017 el nuevo momento del Campo Freudiano y, por ende, de las siete Escuelas de la AMP. Conviene leer atentamente y las veces que haga falta este breve texto —que he pedido que se enviara por la lista de la Escuela antes de esta Asamblea— con el que J.-A. Miller puso en acto, acto sostenido por su solo deseo, este nuevo momento. Y conviene saber si queremos o no queremos estar a la altura de sus consecuencias. Leído atentamente creo que este breve texto —en el que J.-A. Miller se declara literalmente "prisionero del mundo que había creado"— puede tener las mismas consecuencias que la *Proposición del 9 de Octubre de 1967 sobre el psicoanalista de la Escuela,* texto que "Campo Freudiano, Año Cero" evoca desde sus primeras líneas. Se trata de saber si el psicoanálisis acabará por "rendir las armas ante los *impasses* crecientes de nuestra civilización", *impasses* que hoy encontramos en diversos frentes y de diversas formas, ya sea en la coyuntura política como en una de sus vertientes que toca más de cerca nuestra experiencia, el de un empuje de la Escuela hacia una "asociación de psicoterapeutas", como se indica en ese mismo texto.

En primer lugar, hay que situar qué es y qué no es la red impulsada a partir de este texto con el nombre de "Zadig – *Le réel de la vie"*.

Les recuerdo dos párrafos centrales:

"La red política lacaniana mundial no se confundirá con la AMP ni con sus Escuelas, constituye más bien una *extensión* suya al nivel de la opinión. En calidad de tal, se beneficiará en todas partes del apoyo de nuestras instituciones y formará parte del Campo Freudiano en el sentido amplio del término. […] En el marco fijado por mis primeras decisiones, ¡campo libre a las iniciativas! Así pues: "Campo Freudiano, año cero". Todo vuelve a comenzar, sin ser destruido, para ser *llevado a un nivel superior.* Por un efecto retroactivo, capto ahora por qué había interrumpido mi curso en el año 2011" (1).

¿Qué es pues Zadig en el año cero?

Zadig es una "red política lacaniana mundial". Una red está hecha de nudos, no funciona de manera jerárquica al modo de las instituciones *"Up-Bottom",* de arriba abajo, sino *"Bottom-Up",* de

abajo arriba. No es tampoco una superestructura, no es un añadido puesto como un sombrerito sobre las Escuelas para resguardarlas de esa temida "entrada de la política en la Escuela" como escuchamos a veces. Esa política, si entendemos realmente lo que este término quiere decir en la enseñanza de Lacan, está ahí desde los principios mismos de la Escuela. Se trata ahora de saber llevarla hasta sus últimas consecuencias, en cada lugar y en cada frente donde el malestar en la civilización se nos hace presente.

Así la Escuela y Zadig no son dos espacios distintos, uno para el psicoanálisis, otro para la política (ya sea o no la de los partidos políticos). Esta distinción no sirve al psicoanálisis, y menos todavía para que la política no entre en la Escuela, ya que la Escuela, como el inconsciente, *es* la política misma. No hay por qué esforzarse entonces inútilmente para que "la política no entre en la Escuela" porque la política, en todos sus sentidos, está ya ahí desde su principio, al menos desde el texto de Lacan sobre *La dirección de la cura* donde distingue claramente política, estrategia y táctica en la experiencia analítica. Veamos más bien cómo hacerla surgir desde la propia Escuela y de la buena manera.

Zadig es entonces la extensión de un mismo espacio, el de la experiencia analítica, el de la experiencia de la Escuela como sujeto, en sus consecuencias políticas llevadas al grupo social (a "la masa", en términos de Freud). Y ello según el principio freudiano expuesto en "Psicología de las masas y análisis del Yo" que, en su primera página, hace de la psicología social una extensión de la psicología individual: "La psicología individual es al mismo tiempo y desde un principio psicología social, en un sentido amplio, pero plenamente justificado" (2), cita recordada una y otra vez por Jacques-Alain Miller para entender la verdadera apuesta de Zadig.

Poner a cada uno en su lugar de sujeto

Conviene subrayar que las consecuencias de este principio freudiano están desarrolladas por Lacan en la experiencia misma de la Escuela, como la acción del sujeto de la experiencia sobre el grupo analítico. La cuestión es ahora, —y es, creo, la verdadera apuesta lanzada por Jacques-Alain Miller con Zadig—, si podemos extender este principio al propio grupo social y a su política desde el psicoanálisis. De hecho, la cuestión no es si "podemos" sino sobre todo si "debemos", cuando se trata de la sobrevivencia misma del psicoanálisis como refugio ante el malestar en la civilización. Para hacer esta operación necesitamos una Escuela sólida, claramente anclada en los principios analíticos.

Zadig es una red de nudos para llevar a cabo esta acción política, no es una nueva asociación con estatutos, miembros y cuotas. Es la consecuencia del deseo del analista, del analista de la Escuela, en una acción orientada por la enseñanza de Lacan. Está por ver todavía qué quiere decir esto para cada uno de los miembros de las siete Escuelas de la AMP, y en especial por los que sostienen la autoridad transferida por ellas con el nombramiento de Analistas de la Escuela. Así la red Zadig tiene ya un "efecto retroactivo" —la expresión está también en el texto de Miller en un punto muy preciso— sobre la propia Escuela, poniéndola ante su propia dimensión política. Por el momento, como presidente de la AMP, veo que esto quiere decir cosas distintas, a veces incluso contradictorias. No hay que lamentarlo, al revés, hay que tomarlo como el punto de apoyo para hacer de esta red de nudos el lugar de una verdadera conversación analítica sobre los efectos retroactivos que la llamada "realidad política del país" tiene sobre la propia experiencia de la Escuela. Ahí, una verdadera conversación analítica no puede ser una suma de monólogos, más o menos eruditos, más o menos trufados de ideología, sobre lo que es esa "realidad política" de nuestros países. No es tampoco un diálogo de sordos, si es que hay

otro. Una conversación analítica produce necesariamente cambios en las posiciones de los conversadores, promoviendo aquello que Jacques-Alain Miller ha situado, en textos sucesivos al citado (3), como el eje de la operación analítica distinguiéndola de la fórmula kantiana:

1. Pensar por sí mismo.
2. Pensar poniéndose en el lugar de cualquier otro.
3. Pensar siempre de acuerdo consigo mismo.

La segunda frase de Kant —pensar poniéndose en el lugar de cualquier otro— es la más importante de las tres. Se trata de hecho de una identificación, de la identificación que cree comprender siempre al otro pensando que uno puede ponerse realmente en su lugar pero que, por lo mismo, no puede dejar de convertir a ese otro en lo más parecido a uno mismo. Es el principio del efecto del grupo condenado a desconocer lo real en el que se funda. La leve modificación introducida por Jacques-Alain Miller a esta frase de Kant subvierte la operación de identificación diciendo: *Poner a cada uno —a cada uno de los otros— en su lugar de sujeto*. Lo que es radicalmente distinto. Es la caída de la identificación grupal para causar el efecto de división de sujeto en la estructura del grupo, apuntando decididamente al real que hace del grupo el sujeto de lo individual, —según la expresión de Lacan— el sujeto para cada uno de los individuos del grupo. Se trata de hacer de la excepción que es siempre cada sujeto en el grupo, de la singularidad de su síntoma, algo que valga para todos y cada uno de ellos. Es desde ahí, entonces, que cada uno habla necesariamente por uno mismo y que puede finalmente hablar de acuerdo consigno mismo, con ese "sí mismo" singular que es su síntoma, es allí donde cada uno encuentra su singularidad.

Producir un efecto así en el grupo implica situarse necesariamente en el lugar de "más uno" de ese grupo para hacer aparecer su dimensión de sujeto, es necesariamente ser herético de ese grupo.

¿Qué sería una sociedad de "más unos" identificados con aquello del grupo que no hace grupo? Déjenme imaginarla un poco: sería una sociedad sin subordinados ni insubordinados, en la que cada sujeto está confrontado a la diferencia absoluta de su propia singularidad, lo que quiere decir confrontado a su lugar de sujeto. Sería una sociedad sin dependientes ni independientes, más bien interdependientes del pacto irrompible de la palabra dada y de la palabra dicha.

Para ello es necesaria una política de grados, no de jerarquías, para retomar la distinción en la que Lacan asentó su Escuela. A falta de esta política, la política de las jerarquías tiñe con su inercia los inevitables efectos de grupo.

La elección del herético

En este sentido, podemos abordar lo que hemos dado en llamar el *"aggiornamento* democrático" de nuestras Escuelas. No se trata solo ni meramente de una puesta al día de sus estatutos en los puntos en los que puedan facilitar una mayor representatividad y participación, ya sea de las mayorías como de las minorías, en la vida de la Escuela y en sus funcionamientos. Se trata primordialmente de introducir decididamente la conversación analítica sobre los *impasses* de la civilización que se manifiestan en cada lugar sin ningún temor a que la Escuela se fracture, porque en realidad ella misma es la mejor expresión como sujeto de esa fractura que llamamos finalmente el síntoma.

Pido pues a "cada uno" de los miembros de la ELP, más que a "todos" ellos, un cuidado y esfuerzo especial para entrar claramente en esta conversación a contracorriente de la lógica segregacionista que invade el país, y más allá. Una conversación analítica sobre qué es la

democracia, en el país y en la Escuela, qué es el Estado de derecho y las libertades civiles. Se trata, sin duda, de una elección, en el sentido más fuerte que el término tiene para nosotros y sin el que la elección de la Escuela no tendría el suyo.

La elección puede plantearse entre estos términos: o bien la democracia se reduce al significante amo idéntico a la legalidad, a la norma jurídica, o bien esta democracia está en el lugar de una causa que pone a cada uno de los que participan en ella en su lugar de sujeto, ese sujeto que nos gusta situar siempre "fuera de la norma". Para entender el sentido decisivo de esta elección no estará de más referirse al trabajo de Alexandre Kojève sobre *La noción de la autoridad* en el que define "la legalidad como el cadáver de la autoridad" (4). Es la elección del "herético" que J.-A. Miller situó al final de su pasada conferencia en Turín, entre el significante amo, S_1, y el objeto *a* causa del deseo.

No es tan simple distinguir entre S_1 y *a*. Los objetos *a* de antaño se reciclan muchas veces como nuevos S_1. Y, por otra parte, los restos de los antiguos S_1 se convierten a veces en objetos causa del deseo en los que autorizarse. Por ejemplo: Dios, Patria, Nación, Democracia, República, Escuela, también Psicoanálisis.

En esta coyuntura, una posible democracia analítica debería partir de esta sabia elección para que cada uno tome su lugar de sujeto. Cada uno identificado con aquello del grupo que hace imposible al grupo, identificado con aquello del grupo que no es idéntico a sí mismo. Esa es la función no del Uno unificador sino del más Uno que causa el deseo del sujeto, incluido en su propia división.

Estimados colegas miembros de la ELP. En una verdadera conversación analítica no se trata de jugar a la post-verdad, último artilugio retórico de los medios de comunicación y de las bellas almas intelectuales para anular una verdadera política y autorizar cualquier cinismo. En una conversación analítica, donde cada uno está colocado en su lugar de sujeto, se trata más bien del tiempo incesante de la pre-verdad, de esa verdad que al decirse mostrará que ya no hay vuelta atrás en sus efectos sobre cada uno.

Y es a este "cada uno" de ustedes a quien interpelo para entrar decididamente en esta nueva época del Campo Freudiano – Año Cero.

** Alocución realizada en la Asamblea General Ordinaria de la Escuela Lacaniana de Psicoanálisis (ELP) celebrada en Madrid el día 10 de Noviembre de 2017.*

1: Jacques-Alain Miller, "Champ freudien, Année zero", *Lacan Quotidien* nº 718, 11 Juin 2017.

2: Sigmund Freud, *Obras Completas*. Ed. Biblioteca Nueva, Madrid 1974, p. 2563.

3: Jacques-Alain Miller, *Pour introduire NKM*. *Lacan Quotidien* nº 706, 25 mai 2017.

4: Alexandre Kojève, *La notion de l'autorité*. Gallimard, Paris 2004, p. 63.

LA MOVIDA ZADIG

¿Zadig o la Escuela? Dos aproximaciones a un mismo dilema

Gustavo A. Zapata (Caracas)

De ida

Jacques Alain Miller en la Conversación del 13 de mayo soltó una afirmación rotunda (soltó varias, en realidad) que me pareció una provocación, después de hablar del paso de JAM 1 a JAM 2 dice:

> "Ahora, Jam 2 se consagra a hacer existir el psicoanálisis en el campo político. Nunca Freud, ni Lacan, hicieron nada similar, ¿verdad? Es un paso que yo doy, pero lo hago ya con muchos otros. Especialmente con la admirable École de la Cause Freudienne".

Efectivamente se trata de un paso sin precedentes en la historia del psicoanálisis. Miller elige muy bien sus palabras, dice: "Hacer existir el psicoanálisis en la política". No es "hacer política con el psicoanálisis" ni "hacer psicoanálisis de la política". Se trata entonces, en toda la regla, de un acto analítico. Pero la verdadera provocación está contenida en esta frase: "Lo hago ya con muchos otros. Especialmente con la admirable École de la Cause Freudienne".

Si el paso de Lacan implicó extremar las tesis freudianas hasta sus últimas consecuencias, el paso de Miller implica extremar las tesis de Freud y de Lacan hasta sus últimas consecuencias, especialmente en cuanto al papel y el lugar del psicoanalista en el mundo. En esta tarea hemos acompañado el esfuerzo de Miller en lo clínico y en lo epistémico de manera entusiasta y decidida. Hemos logrado hacernos presentes en los debates contemporáneos en el mundo *psi* y en la cultura, y en todo lo que concierne a la subjetividad de la época, los avatares de sus maneras de vivir la pulsión, las mutaciones de los lazos y un muy largo y variado etcétera. Pero parece que en esta ocasión, vacilamos en ocupar la vanguardia, al menos al inicio, tal vez en parte porque Zadig exige no tener militancia partidista.

La tesis de Miller de "hacer existir el psicoanálisis en la política" es una consecuencia de extremar dos tesis: la tesis de Freud en *Psicología de las masas y análisis del yo*, enunciada así: "Desde el comienzo mismo la psicología individual es simultáneamente psicología social en este sentido más lato, pero enteramente legítimo"; y la tesis de Lacan cuando define la Escuela en el *Acto de Fundación del 64*, enunciada así: "Este término debe ser tomado en el sentido en que antiguamente significaba ciertos lugares de refugio, incluso de bases de operación contra lo que ya podía llamarse malestar en la cultura".

Desde esta perspectiva, la frase de Miller cobra su valor de provocación pues implica que "hacer existir el psicoanálisis en la política" no es *sin* la Escuela. Aún más, indica claramente que implicación de los psicoanalistas en la política es una extensión al nivel de la opinión pero que no debe confundirse con la Escuela ni la AMP. ¿Por qué digo que es una provocación? Porque nos obliga a pensar cuál es entonces el lazo entre Zadig y la Escuela. Queda claro así entonces que Zadig se resiste a ser asumida como una consigna, requiere de un cálculo y de una elección subjetiva: a contramano de una adhesión masiva, ciega, obliga a una "adhesión esclarecida",* uno por uno, lo que hace imposible también derivar una *Weltanschauung* o una ideología Zadig.

Como destaca Gil Caroz, el psicoanálisis de orientación lacaniana deja de ser un "observatorio del malestar en la cultura para convertirse en un actor efectivo e influyente en la política", pero solo a condición de que se ciña al principio simple enunciado también por Miller en la Conferencia de Madrid: "Para actuar en política, confiar en la autonomía del propio pensamiento es tan necesario como rebajar el nivel de las identificaciones y conseguir que cada cual se remita a su propia opinión."

Si Zadig no es *sin* la Escuela, y la Escuela tiene en el centro de su elaboración la investigación en torno al final de análisis, obviamente entonces Zadig es una acción específica que deriva de la lógica del pase. Es decir, según el principio precisado por Miller en Madrid, remitirse a su propia opinión *(la luz interior* de Simone Weil a la que se refiere Miller) puede entenderse mejor desde el ángulo del desarrollo que hace Lacan en la *Nota italiana* y el *Prefacio a la edición inglesa del Seminario 11* de la tesis de la *Proposición del 67* acerca del núcleo de eso que en el último párrafo de ese seminario llamó "el deseo de obtener la diferencia absoluta": el deseo del psicoanalista.

Lo que me interesa destacar ahora es que, con la *Proposición*, Lacan pone en el centro del debate de su Escuela un dispositivo para arrojar luz sobre "esa sombra espesa que recubre ese empalme […] en el que el psicoanalizante pasa a psicoanalista". La tesis de Lacan en ese momento, sintéticamente, es que un psicoanálisis llevado hasta su final debería conducir al atravesamiento del velo del fantasma, el des-ser del sujeto y la realización de su destino de *sicut palea*, y deja abierta la interrogación acerca de la razón que lleva a un sujeto a hacer de ese destino de resto, el *agalma* de su acción. En la *Nota italiana*, precisa aún más, y dice que el analista, si ha llevado su análisis hasta el final sabe ser el desecho de la "buena fortuna" en la que está sumergida la humanidad, y que haber logrado cerner la causa de su horror propio, debe llevarlo al entusiasmo por ocupar esa posición para otros, pero sigue dejando abierta la pregunta por la razón de por qué alguien querría ese destino de desecho. Finalmente, en el *Prefacio*, avanza una nueva formulación del final del análisis acotando la confrontación con la verdad mentirosa cuyo término es la satisfacción del final, y sigue dejando abierta la pregunta acerca de qué lleva, en ese punto del final, a un sujeto a entusiasmarse por ocupar el lugar del analista.

Esta insistencia de Lacan por dejar abierta la pregunta por el deseo del analista es claramente su manera de indicar que, en primer lugar, las coordenadas de su determinación son particularísimas (indica dónde ubicarlas, pero se cuida de nombrarlas porque no tienen un nombre ni una localización genéricas), y el pase es el dispositivo de elección para investigar ese empalme en cada caso. Pero en segundo lugar, deja bien claro que la acción del analista, orientada por el deseo del analista, está (o debería estar) des-sujetada de lo que enmarca toda otra acción humana, a saber: de las ficciones del fantasma, del velo de las identificaciones, de la ambición de la buena fortuna, y de los espejismos de la verdad mentirosa. Des-sujetada no quiere decir deslastrada, solo quiere decir que el analista, advertido del engaño que comporta todo eso, al operar desde el núcleo mismo de ese deseo impuro e inhumano, debería poder separarse de ello sin mayor dificultad. Eso explica porque Miller, en su sencillo principio de Madrid, dice "rebajar el nivel de las identificaciones," no dice "prescindir de las identificaciones". Porque sabe (sabemos) que no se puede prescindir de las identificaciones o del cristal del fantasma, a lo sumo se espera que éstas o éste no nos posea (como dice Miller de su fantasma heroico: "Lo tomo y lo dejo. Tomo lo que sirve. Dejo lo que me molesta. Me burlo de cualquiera, y de mí también. Yo tengo a ese fantasma, él no me posee"). Raquel Cors lo formula así: "La política que nos concierne y en la que algunos —sin pensarlo demasiado— elegimos tomar posición, gracias a la

propuesta de Jacques-Alain Miller con la movida Zadig, es una elección en la que las identificaciones partidarias se desvanecen y algunas idealizaciones —incluso la de la herejía".

De vuelta

Ahora bien, que Zadig no sea *sin* la Escuela, implica también que la Escuela debe recoger los efectos de Zadig, en una suerte de lazo moebiano, y hacerse cargo de ellos, toda vez que deriva de la formación que ella dispensa. Su texto de referencia así lo indica: "Pues la Escuela, en cualquier momento en que el sujeto entre en análisis, ha de sopesar este hecho con la responsabilidad que no puede declinar por las consecuencias que tiene. Es constante que el psicoanálisis tenga efectos sobre *toda práctica* del sujeto que se compromete en él. Cuando esta práctica procede, por poco que sea, de efectos psicoanalíticos, resulta que el sujeto los engendra en el lugar en que los ha de reconocer" (la cursiva es mía). El texto de Gil Caroz lo ilustra de modo preciso, y muestra transparentemente ese lazo entre Zadig y la Escuela cuando describe los diferentes combates reales que han dado los colegas de la ECF. Siendo así, Zadig no puede ser concebido como exterior a la Escuela, ni puede ser separado del corazón mismo de la Escuela, esto es, de la lógica no-toda del pase, y esto atañe no sólo al AE, sino a todo aquel que inscribe su trabajo en la Escuela de Lacan, como lo establece el *Acto de Fundación del 64*, y como Gustavo Stiglitz lo precisa: "La práctica del pase en la Escuela, interviene en el horizonte de los análisis en curso, es decir que la clínica y las consecuencias del final de análisis inciden en los analizantes antes de su final efectivo".

Que se plantee que Zadig es una suerte de producto empaquetado para el afuera de la Escuela, es equivalente a decir que la Escuela no es interpretable políticamente, algo así como una excepción de la Teoría de Torino. Pero entonces eso reniega, también, de los alcances del pase como subversión al interior de la Escuela. Así, eso implica entonces que podemos hacernos presentes en la política desde nuestra formación como psicoanalistas, pero no podemos traer de vuelta y hacer presente esa misma posición en la política, al interior de la Escuela. Esto es un *nonsense*.

Tampoco es una herramienta de los psicoanalistas para, desde una cierta extraterritorialidad, traducir la realidad a términos psicoanalíticos. Existía antes una distinción ya casi en desuso entre psicoanálisis en intensión y psicoanálisis en extensión, una dicotomía que creaba más problemas que los que resolvía. La implicación de los psicoanalistas en lo social, cultural, y lo político derivaba casi de modo inercial a una suerte de tutelaje psicoanalítico que desembocaba inevitablemente en una transferencia negativa más o menos intensa, en parte porque la extensión se concebía como una suerte de pedagogía psicoanalítica. En cambio, el analista en la posición del santo no hace pedagogía ni traduce los problemas a su jerga, solo señala, obstinadamente, a dónde tiene que señalar, precisamente porque deriva de lo que el analizante produce por la radicalización del acto y consecuentemente, de la aparición del deseo del analista, que es "un deseo de obtener la diferencia absoluta, la máxima separación entre I y *a*".

Zadig es, más bien, una exigencia a no subestimar el riesgo de olvidar la política del acto, que es la política de un psicoanálisis orientado por lo real del ser hablante, y someterse a la política del Otro, como lo recorta bien Rosa Elena Manzetti.

Anna Aromí, en un texto reciente en el que hace una precisa disección de lo que pasa en Cataluña, refiriéndose a lo que llama en su título "el difícil pase de lo nuevo" que desde su

perspectiva, "aún no ha encontrado nombre", concluye con una pregunta rotunda: "¿Querrán los analistas poner de su parte para que lo encuentre?".

Allí donde la abyección reviste el ejercicio de la política entonces, deberíamos hacernos presentes ¿Querremos?

Nota

***** Según una fórmula afortunada de Heloisa Prado Telles a partir de la lectura de mi intervención en la Conversación política del Primer Encuentro de Elucidación de la NEL en Buenos Aires: *Cero abyección*, http://bit.ly/2yCl8oo.

Referencias

Anna Aromi: *¿Qué pasa en Barcelona? El difícil pase de lo nuevo.* http://bit.ly/2yxHWGG
Gil Caroz: *¿Por qué la política necesita hoy ser iluminada por el psicoanálisis?* http://bit.ly/2yuzUP3
Gustavo Stiglitz. *Es la política…* http://bit.ly/2gv3kW6
Jacques Lacan: *Acto de Fundación de 1964*. http://bit.ly/2gTuVNS
Jacques Lacan: *Proposición del 9 de octubre de 1967 sobre el psicoanalista de la Escuela.* http://bit.ly/2zCBrjE
Jacques Lacan: *Prefacio a la edición inglesa del Seminario 11* http://bit.ly/2zncgkk
Jacques Lacan: *Nota Italiana*. http://bit.ly/2zDOMYU
Jacques Lacan: *Seminario Libro 11. Los cuatro conceptos fundamentales del psicoanálisis.* Paidós, Buenos Aires, 1987.
Jacques-Alain Miller: *Conferencia de Madrid*. http://bit.ly/2yCdwT6
Jacques-Alain Miller: *Campo Freudiano, Año Cero*. http://bit.ly/2yW8WQZ
Rosa Elena Manzetti. *Desideri Decisi di democrazia in Europa*. http://bit.ly/2yCl8oo
Raquel Cors Ulloa. *Política para-todos*. http://bit.ly/2gv3kW6

La democracia de masas, una nueva versión de totalitarismo

Carolina Aiassa (Córdoba)

La democracia, condición necesaria para la existencia del psicoanálisis y su práctica, nos ocupa hoy particularmente en el Campo Freudiano. Pero también escuchamos debatir sobre ella en los medios de comunicación y en los diversos ámbitos en los que transitamos como ciudadanos.

El significante "democracia" puesto en el lugar del Ideal, produce un efecto de unanimidad en el acuerdo, sin disenso: en democracia todo, sin democracia nada… Como psicoanalistas, decididos a incidir en el campo de la política, nos resistimos a coagular el sentido, que es un sobreentendido, malentendido: que democracia significaría lo mismo, siempre y en todos lados.

Agujerear este Ideal, no implica de ninguna manera desvalorizar las conquistas que a nivel de los derechos se han conseguido sino hacer inteligible lo que considero una paradójica relación de continuidad entre el discurso democrático de masas y los totalitarismos actuales. Prestando atención particularmente a los significantes, a los S2 que se enlaza a la democracia en tanto que S1.

Encontré una versión en un diccionario que me pareció interesante, ya que no se circunscribe a su función de sistema, sino que incluye distintos campos: sociedad, individuo y derechos, armando una topología.

"La democracia —dice— puede ser entendida como una forma de vida en sociedad, y su principal función es el respeto por los derechos, la protección de las libertades civiles y de los derechos individuales, y la igualdad de oportunidades en la participación en la vida política, económica y cultural de la sociedad".

Entiendo también que no es posible hablar de democracia sin interrogarnos por el amo que hoy comanda. Este ha cambiado, no es igual al amo antiguo ya que está atravesado por el discurso de la ciencia, inseparable del capitalismo. Aunque sabemos también que lo que no cambia es que el amo siempre quiere lo mismo: "La finalidad del discurso del amo, por ejemplo, es que las cosas marchen al paso de todo el mundo. Pues bien, eso no es en absoluto lo mismo que lo real, pues lo real es justamente lo que no anda, el palo en la rueda – más aún, lo que no cesa de repetirse para entorpecer la marcha" (1).

Si el amo moderno se sostiene en el discurso científico, el biopoder —como lo nombra Foucault— implica una brutal intromisión de principios biológicos-científicos en el orden político. Una pregunta se me impone: ¿Es posible mantener hoy aquellas oposiciones categoriales que fundaron la política moderna tales como derecha/izquierda; privado/público, totalitarismo/democracia? Estas categorías han entrado en nuestra época en una zona de indiscernimiento y sus bordes no son para nada claros.

Desde esta perspectiva bien vale tensionar uno de los preceptos fundacionales de la democracia: la idea de una "igualdad para todos". Esta igualdad, pone el acento en la uniformidad, en una universalización, que convierte a todos los seres hablantes en idénticos, anónimos, desprovistos de su singularidad.

Hoy escuchamos hablar de democracia enlazada a significantes tales como: población, estadísticas, cifras, evaluación. Las sociedades se han convertido en poblaciones factibles de ser reguladas y administradas. El concepto de población deriva de la biología y hace referencia a un determinado conjunto de seres vivos que habitan en un mismo espacio físico. En relación a la economía esto es nombrado por algunos autores como "riqueza viviente".

En nuestro tiempo el cruce entre la vida y la política es tan íntimo y opaco que no se deja analizar, ni agujerear con facilidad. El control sobre los cuerpos y las formas de vida, sobre la población, se ha convertido en un asunto central para las sofisticadas estrategias políticas actuales, de una manera desconocida hasta aquí. Aunque sabemos que este proceso se inició con la revolución industrial y alcanzó su horroroso esplendor con el nazismo y sus campos de concentración a los que Hanna Arendt llamó verdaderos laboratorios políticos.

Las normas, como modo de regulación, que ocupan el lugar que antes tenían las leyes, necesitan y a la vez producen la homogeneización del hombre moderno en su forma de convivir.

Para concluir hago foco en una paradoja muy actual: "Los derechos de la discapacidad". Estos consistirían en poder acceder a múltiples beneficios a condición de transformarse por completo en objeto de la maquinaria tecno-científica y farmacológica que el campo de la salud "ofrece" —lo pongo entre comillas ya que los sujetos son empujados a entrar ineludiblemente en esta maquinaria que comienza por el diagnóstico precoz de cualquier "trastorno mental" discapacitante.

En la Argentina, para tener derecho a la cobertura total de los sistemas de salud estatal, hay que ser discapacitado. Para todos: "Todos los estudios y todos los tratamientos",

un totalitarismo que habita en el discurso democrático mismo, que busca forcluir el goce del cuerpo. Una "utopía totalitaria" al decir de Miller en *Piezas Sueltas,* hablando de las TCC.

* Nudo "La Patria del Sinthome". Texto presentado en la Tertulia realizada en Córdoba: *¿Qué es la democracia hoy?*

1: Lacan,J., "La Tercera", Revista *Lacaniana* nº 18, Publicación de la Escuela de la Orientación Lacaniana, Grama Ediciones, 2015, p. 14.

Lacan Cotidiano

Redactor jefe: Miquel Bassols

Redactora adjunta: Margarita Álvarez

Comité ejecutivo:

Jacques-Alain Miller, presidente

Miquel Bassols, Eve Miller-Rose, Yves Vanderveken

Lacan Quotidien, « La parrhesia en acte », est une production de Navarin éditeur
1, avenue de l'Observatoire, Paris 6e – Siège : 1, rue Huysmans, Paris 6e – navarinediteur@gmail.com

Directrice, éditrice responsable : Eve Miller-Rose (eve.navarin@gmail.com).
Rédacteur en chef : Yves Vanderveken (yves.vanderveken@skynet.be).
Éditorialistes : Christiane Alberti, Pierre-Gilles Guéguen, Anaëlle Lebovits-Quenehen.
Maquettiste : Luc Garcia.
Relectures : Anne-Charlotte Gauthier, Sylvie Goumet, Pascale Simonet.
Électronicien : Nicolas Rose.
Secrétariat : Nathalie Marchaison.
Secrétaire générale : Carole Dewambrechies-La Sagna.
Comité exécutif : Jacques-Alain Miller, président ; Eve Miller-Rose ; Yves Vanderveken.

pour acceder au site LacanQuotidien.fr CLIQUEZ ICI.